



ROGERS COMMUNICATIONS ANNONCE SES RÉSULTATS POUR LE QUATRIÈME TRIMESTRE ET L'EXERCICE COMPLET DE 2019 ET ANNONCE SES OBJECTIFS FINANCIERS POUR 2020

- ***Forte croissance du secteur Sans-fil et accélération de l'adoption des forfaits de données illimitées Infini de Rogers^{MC} :***
 - *ajouts nets de 131 000 abonnés aux services facturés, en hausse de 17 % par rapport à 2018;*
 - *augmentation de 4 % du BAIIA ajusté et de 1 % des produits du secteur Sans-fil;*
 - *accroissement de 40 % du nombre d'abonnés aux forfaits Infini de Rogers par rapport au trimestre précédent, atteignant ainsi 1,4 million d'abonnés;*
 - *progression de plus de 65 % de l'utilisation moyenne des données pour les clients des forfaits Infini de Rogers.*
- ***Excellents résultats du secteur Cable attribuables à la croissance des produits tirés des services d'accès Internet et à l'adoption du service Télé Élan^{MC} :***
 - *croissance toujours remarquable de 7 % des produits tirés des services d'accès Internet;*
 - *ajouts nets de 27 000 abonnés aux services d'accès Internet, ce qui rend compte de la pénétration toujours accrue d'Internet;*
 - *accroissement de presque 50 % des abonnements au service Télé Élan par rapport au trimestre précédent, ce qui représente des ajouts nets de 106 000 abonnés;*
 - *augmentation de 2 % du BAIIA ajusté, les produits demeurant semblables à ceux de 2018.*
- ***Accroissement de 1 % du BAIIA ajusté consolidé au cours du trimestre considéré, le total des produits concordant avec celui de 2018.***
- ***Flux de trésorerie disponibles de 497 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, soit une hausse de 6 %.***
- ***Remise aux actionnaires de 1 671 millions de dollars en dividendes et en rachats d'actions au cours de l'exercice écoulé, ce qui représente une hausse de 69 %, y compris les rachats d'actions d'une valeur de 655 millions de dollars.***
- ***Annonce des objectifs financiers pour l'exercice complet de 2020 :***
 - *diminution de 2 % du total des produits tirés des services à une augmentation de 2 %;*
 - *croissance du BAIIA ajusté de 0 % à 2 %;*
 - *dépenses d'investissement de 2,7 milliards de dollars à 2,9 milliards de dollars et croissance de 2 % à 4 % des flux de trésorerie disponibles.*

TORONTO (le 22 janvier 2020) – Rogers Communications Inc. a fait connaître aujourd'hui ses résultats financiers et opérationnels non audités pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2019.

Principaux résultats financiers consolidés

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, non audité)	Trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2019	2018 ¹	Variation en %	2019	2018 ¹	Variation en %
Total des produits	3 952	3 938	-	15 073	15 096	-
Total des produits tirés des services ²	3 244	3 276	(1)	12 965	12 974	-
BAlIA ajusté ³	1 530	1 521	1	6 212	5 983	4
Bénéfice net	468	502	(7)	2 043	2 059	(1)
Résultat net ajusté ³	511	585	(13)	2 135	2 241	(5)
Bénéfice dilué par action	0,92 \$	0,97 \$	(5)	3,97 \$	3,99 \$	(1)
Résultat par action dilué ajusté ³	1,00 \$	1,13 \$	(12)	4,15 \$	4,34 \$	(4)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 166	1 051	11	4 526	4 288	6
Flux de trésorerie disponibles ^{3,4}	497	471	6	2 278	2 134	7

¹ Nous avons adopté l'IFRS 16, *Contrats de location* (l'« IFRS 16 ») au 1^{er} janvier 2019; l'incidence de cette norme est incluse dans nos résultats de façon prospective à compter de cette date. Les résultats de 2018 n'ont pas été retraités. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques ».

² Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

³ Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR ». Ces mesures ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine.

⁴ Les flux de trésorerie disponibles de 2018 ont été retraités. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir plus de précisions.

« Nos résultats du quatrième trimestre reflètent les ajouts d'abonnés aux services facturés et aux services d'accès Internet du secteur Sans-fil et la forte demande pour les forfaits de données Infini de Rogers, dont le nombre d'abonnés a augmenté de 40 % par rapport au trimestre précédent pour atteindre 1,4 million d'abonnés, a déclaré Joe Natale, président et chef de la direction. Nous avons été les premiers à déployer la technologie 5G au Canada et, en 2020, nous franchirons les premières étapes de notre plan pluriannuel de commercialisation de la technologie 5G, lequel représente un investissement de plusieurs milliards de dollars. Cet investissement est non seulement essentiel pour l'économie numérique du Canada, mais il est nécessaire à la compétitivité du Canada à l'échelle mondiale. Alors que nous entamons une nouvelle décennie, nous croyons que notre stratégie de croissance à long terme permettra d'aménager les réseaux les plus évolués tout en continuant d'améliorer l'expérience client et en faisant croître la valeur actionnariale. »

Faits saillants financiers trimestriels

Produits

Le total des produits est demeuré stable au cours du trimestre et le total des produits tirés des services a diminué de 1 %, en grande partie sous l'effet d'une baisse de 1 % des produits tirés des services de Sans-fil. La décroissance des produits tirés des services de Sans-fil est principalement imputable à l'adoption plus rapide que prévu par les abonnés des forfaits de données illimitées Infini de Rogers et à la diminution des produits tirés des frais d'utilisation excédentaire qui en découle, ainsi qu'à un environnement de plus en plus concurrentiel.

Les produits de Cable pour le trimestre considéré sont demeurés stables, car la croissance de 7 % des revenus tirés des services d'accès Internet a été contrée principalement par le recul des produits tirés des services de téléphonie.

Les produits de Media ont diminué de 2 % pour le trimestre à l'étude, ce qui s'explique principalement par la vente de notre division de l'édition plus tôt cette année, laquelle a été compensée par la hausse des produits tirés de Today's Shopping Choice^{MC} (« TSC^{MC} »). Exclusion faite de l'incidence de la vente de nos activités d'édition, les produits de Media auraient augmenté de 1 % pour le trimestre.

BAIIA ajusté et marges

Le BAIIA ajusté consolidé a augmenté de 1 % pour le trimestre à l'étude, et la marge du BAIIA ajusté a progressé de 10 points de base. L'adoption de l'IFRS 16 a donné lieu à une augmentation du BAIIA ajusté par rapport à l'exercice précédent parce que nous n'avons pas retraité les chiffres comparatifs de 2018, ce qui a compté pour 3 points de pourcentage de la croissance, dont l'incidence s'est surtout fait sentir dans le secteur Sans-fil.

Le BAIIA ajusté de Sans-fil a progressé de 4 %, ce qui a donné une marge de 42,7 %, soit une hausse de 100 points de base par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat est attribuable surtout à l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16.

Le BAIIA ajusté de Cable a augmenté de 2 % pour le trimestre considéré, essentiellement grâce à la hausse des produits tirés des services d'accès Internet, mentionnée ci-dessus. Par conséquent, la marge s'est établie à 50,4 % pour le trimestre considéré, soit une hausse de 100 points de base par rapport à l'exercice précédent.

Le BAIIA ajusté de Media a diminué de 45 % ou de 18 millions de dollars au cours du trimestre considéré, principalement à cause d'une baisse des produits, comme il a été mentionné plus haut, et d'une hausse des coûts liés à la programmation.

Bénéfice net et résultat net ajusté

Le bénéfice net et le résultat net ajusté pour le trimestre à l'étude ont diminué du fait que la hausse du BAIIA ajusté a été annulée surtout par l'augmentation des amortissements et des charges financières.

Souplesse financière et évolution du réseau portées par de substantiels flux de trésorerie

Nous avons continué de dégager de substantiels flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, soit 1 166 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, ce qui équivaut à une progression de 11 %, et des flux de trésorerie disponibles de 497 millions de dollars pour le trimestre, soit une hausse de 6 %.

Nos solides résultats financiers nous ont permis de continuer à investir dans notre réseau et nos avoirs de spectre et à renforcer notre position débitrice tout en versant en trésorerie des sommes considérables à nos actionnaires au moyen de dividendes et de rachats d'actions. Nous avons en effet versé des dividendes de 256 millions de dollars au cours du trimestre considéré, et procédé au rachat, aux fins d'annulation, de 5,6 millions d'actions ordinaires de catégorie B sans droit de vote (les « actions de catégorie B sans droit de vote »), d'une valeur de 357 millions de dollars, dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités; à la fin du trimestre, notre ratio d'endettement s'établissait à 2,9, contre 2,5 à la fin de 2018, en raison de l'acquisition de licences de spectre de la bande de 600 MHz pour 1,7 milliard de dollars au cours de l'exercice et de l'adoption de l'IFRS 16.

Faits saillants sur les forfaits Infini de Rogers

Vers la fin du deuxième trimestre de 2019, nous avons lancé nos forfaits de données illimitées Infini de Rogers. Les clients abonnés aux services sans fil de Fido sont aussi maintenant bénéficiaires de la Protection dépassement de données qui leur permet de mettre leurs données en pause et d'acheter des données lorsqu'ils atteignent leur limite d'utilisation. Voici quelques points saillants de nos forfaits données illimitées Infini de Rogers.

Abonnés

- Environ 1,4 million d'abonnés, soit trois fois le nombre que nous avons prévu, bénéficient actuellement de nos forfaits de données illimitées Infini de Rogers.
- Environ 60 % de nos clients existants qui ont choisi d'adopter ces forfaits ont migré vers des forfaits à tarifs plus élevés, alors que 40 % de nos clients ont opté pour des forfaits à tarifs moins élevés.
- En moyenne, les clients issus de cette migration utilisent plus que 65 % des données qu'ils utilisaient auparavant.

Produits tirés des frais d'utilisation excédentaire et PMPA mixtes

- Dans l'ensemble, les frais d'utilisation excédentaire de données ont représenté jusqu'à maintenant environ 5 % des produits annuels tirés des services de Sans-fil.
- Les PMPA mixtes de Sans-fil ont reculé de 1 % au cours du trimestre considéré, en raison surtout de la baisse des produits tirés des frais d'utilisation excédentaire.
- Compte non tenu de la baisse des produits tirés des frais d'utilisation excédentaire, les PMPA mixtes et les produits tirés des services de Sans-fil du trimestre considéré auraient augmenté d'environ 1 %.
- Le recul des produits tirés des frais d'utilisation excédentaire et les répercussions connexes sur les PMPA mixtes devraient se faire sentir au cours des quatre prochains trimestres.
- D'ici le deuxième semestre de 2020, nous prévoyons le retour à une croissance globale des PMPA mixtes.

Service à la clientèle

- Les clients des forfaits Infini de Rogers indiquent une probabilité de 18 % plus élevée de nous recommander par rapport aux clients de nos autres forfaits.
- Il est environ 20 % moins probable que les clients des forfaits Infini passent un appel à un de nos centres d'appels que les clients abonnés à nos autres forfaits de services sans fil.

Faits saillants stratégiques

Nos six priorités guident nos actions et les décisions que nous prenons lorsque nous poursuivons l'amélioration de nos activités opérationnelles et investissons au moment opportun pour faire croître nos principales activités et procurer une valeur supérieure à nos actionnaires. Certains faits saillants de 2019 sont présentés ci-dessous.

Offrir aux clients une expérience exceptionnelle en les faisant toujours passer en premier

- Les sondages indiquent qu'il est davantage probable que nos clients nous recommandent.
- Nous avons amélioré nos services en libre-service, augmenté le nombre de clients qui adoptent nos services numériques et diminué le volume d'appels reçus par nos centres d'appels.
- Nous avons lancé des options de financement d'appareils afin d'offrir à nos clients un plus vaste choix et une plus grande transparence.
- Nous avons lancé Pro chez vous^{MC} de Rogers, un nouveau service de vente au détail pour la livraison et la configuration d'un appareil sans fil à l'endroit choisi par le client.

Investir dans nos réseaux et nos technologies pour exceller en matière de performance et de fiabilité

- Nous avons annoncé que nous amorcerions le déploiement du premier réseau 5G au Canada dans le centre-ville de Vancouver, de Toronto, d'Ottawa et de Montréal en prévision de la mise en marché d'appareils compatibles 5G qui devrait se faire plus tard cette année. Nous prévoyons étendre le réseau 5G de Rogers à plus de 20 autres marchés en 2020.
- Nous sommes devenus un des membres fondateurs du forum 5G Future Edge Forum, lequel constitue une collaboration pour l'élaboration de normes relatives à la 5G favorisant l'interopérabilité partout dans les principales régions, comme l'Amérique, l'Asie-Pacifique et l'Europe.
- Nous avons reçu la mention « Best in Test » pour l'expérience client sans fil globale offerte de la part de la société Umlaut, chef de file mondial de l'étalonnage des réseaux mobiles, selon des tests de mesure effectués du 6 mai au 15 juillet 2019.
- Nous avons reçu le prix Speedtest® 2019 du fournisseur d'accès Internet le plus rapide au Canada décerné par Ookla®, un chef de file mondial en évaluation de réseaux fixes à large bande et mobiles.
- Nous avons acquis des licences de spectre de la bande de 600 MHz pour le déploiement de la technologie 5G dans chaque province et territoire.
- Nous nous sommes associés à cinq établissements de premier plan pour faire avancer la recherche et le développement concernant la technologie 5G au Canada.

Fournir les solutions novatrices et le contenu captivant que nos clients adorent

- Nous avons lancé Infini de Rogers, gamme de forfaits de données illimitées sans frais d'utilisation excédentaire.
- Nous avons lancé la Protection dépassement de données de Fido qui permet aux clients de gérer leurs données sans fil sans s'inquiéter.
- Nous avons étendu le service Télé Élan à l'ensemble du territoire de desserte par câble de Rogers.
- Nous avons investi 683 millions de dollars au cours de l'année de diffusion de 2019 dans la création et la production de contenu canadien captivant.

Générer une croissance rentable dans tous les marchés que nous desservons

- Nous avons atteint les objectifs financiers prévisionnels révisés de 2019.
- Nous avons remis 1,7 milliard de dollars aux actionnaires en dividendes et en rachats d'actions, soit une hausse de presque 70 %.
- Nous avons dégagé un rendement total de 36 % pour nos actionnaires au cours des trois dernières années, soit un des meilleurs rendements qui soit au sein de notre secteur.
- Nous avons généré une forte croissance dans le secteur Cable grâce à notre leadership en matière de services d'accès Internet.

Développer le potentiel de nos employés et créer une culture de rendement élevé

- Nous avons obtenu la meilleure cote de motivation des employés de notre catégorie, soit de 85 %.
- Nous nous sommes classés dans 10 palmarès sur l'emploi, dont le palmarès des cultures d'entreprise les plus admirées au Canada.
- En janvier 2019, nous avons accédé à l'indice d'égalité des sexes de Bloomberg pour 2019, qui a reconnu 230 entreprises prônant la transparence dans la présentation de l'information sur l'égalité des sexes et la promotion des femmes dans les milieux de travail.
- Nous avons été inscrits à l'indice LGBT des entreprises cotées canadiennes; cet indice consacre les entreprises qui font progresser l'égalité dans un contexte de diversité.

Être un important chef de file sur le plan de la responsabilité sociale dans nos communautés partout au pays

- La valeur économique dégagée par nos activités au Canada représente 14 milliards de dollars.
- Nous avons contribué à la prospérité de nos collectivités en y investissant plus de 60 millions de dollars sous forme de dons en argent et en nature.
- Nous avons consacré 20 000 heures à des activités de bénévolat au profit de 80 organismes caritatifs à l'échelle du Canada à l'occasion des journées de bénévolat de la campagne annuelle Générosité partagée.

Atteinte de nos objectifs révisés de 2019

Le tableau qui suit présente les fourchettes prévisionnelles que nous avons fournies au préalable, ainsi que les résultats réels et le degré de réalisation pour certaines mesures financières présentées pour l'ensemble de l'exercice 2019.

(en millions de dollars, sauf les pourcentages; non audité)	Résultats réels de 2018	Fourchettes prévisionnelles de 2019	Résultats réels de 2019	Atteinte des objectifs
Objectifs consolidés ¹				
Produits	15 096	D'une diminution de 1 % à une augmentation de 1 %	15 073	- % ✓
BAlIA ajusté ²	5 983	Augmentation de 3 % à 5 %	6 212	4 % ✓
Dépenses d'investissement ³	2 790	De 2 750 à 2 850	2 807	n. s. ✓
Flux de trésorerie disponibles ²	2 134	Augmentation de 100 à 200	2 278	7 % ✓

n. s. - non significatif

¹ Ce tableau présente les fourchettes prévisionnelles pour certaines mesures financières consolidées de l'ensemble de l'exercice 2019 fournies dans notre communiqué du 24 janvier 2019 et mises à jour le 23 octobre 2019. Les fourchettes prévisionnelles présentées en pourcentage reflètent l'augmentation en pourcentage par rapport aux résultats réels de 2018.

² Le BAlIA ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

³ Comprend les entrées d'immobilisations corporelles, déduction faite du produit de la sortie, et ne tiennent pas compte des dépenses liées aux licences de spectre ni des entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation.

Perspectives pour 2020

Pour l'exercice 2020 complet, nous nous attendons à ce que les produits tirés des services demeurent relativement stables et qu'une croissance du BAIIA ajusté fera augmenter les flux de trésorerie disponibles. En 2020, nous nous attendons à disposer de la souplesse financière nécessaire pour conserver les avantages de notre réseau et continuer à verser des fonds à nos actionnaires. Nous avons établi des fourchettes prévisionnelles pour le total des produits tirés des services pour l'exercice à l'étude parce que cette mesure reflète davantage les principales activités que nous menons auprès de nos clients.

(en millions de dollars, sauf les pourcentages; non audité)	Résultats réels de 2019	Fourchettes prévisionnelles pour 2020 ¹
Objectifs consolidés		
Total des produits tirés des services ²	12 965	D'une diminution de 2 % à une augmentation de 2 %
BAIIA ajusté ³	6 212	Augmentation de 0 % à 2 %
Dépenses d'investissement ⁴	2 807	2 700 à 2 900
Flux de trésorerie disponibles ³	2 278	Augmentation de 2 % à 4 %

¹ Les fourchettes prévisionnelles présentées en pourcentages correspondent aux pourcentages d'augmentation par rapport aux résultats de l'exercice 2019 complet.

² Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

³ Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

⁴ Comprennent les entrées d'immobilisations corporelles, déduction faite du produit de la sortie, et ne tiennent pas compte des dépenses liées aux licences de spectre ni des entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation.

Le tableau qui précède présente les fourchettes prévisionnelles pour certaines mesures financières consolidées présentées pour l'ensemble de l'exercice 2020. Ces fourchettes tiennent compte de nos perspectives actuelles et de nos résultats de 2019. La présentation de ces perspectives financières a pour but d'aider les investisseurs, les actionnaires et les autres parties intéressées à comprendre certaines mesures financières se rapportant aux résultats financiers prévus pour 2020 afin qu'ils puissent évaluer le rendement de nos activités. Ces informations peuvent ne pas convenir à d'autres usages. Les informations sur nos prévisions, notamment les diverses hypothèses qui les sous-tendent, sont prospectives et devraient être lues de concert avec la rubrique « À propos des énoncés prospectifs » (y compris les hypothèses importantes mentionnées à la rubrique « Hypothèses clés sous-tendant nos prévisions pour 2020 ») et les informations connexes concernant les hypothèses, les facteurs et les risques économiques, concurrentiels et réglementaires qui pourraient faire en sorte que nos résultats financiers et nos résultats opérationnels futurs réels diffèrent de ceux prévus à l'heure actuelle.

Nous établissons des fourchettes prévisionnelles pour un exercice complet sur une base consolidée conformément aux plans annuels sur un exercice complet approuvés par le conseil d'administration. Toute mise à jour de nos objectifs financiers annuels au cours de l'exercice ne serait apportée qu'à l'égard des fourchettes prévisionnelles consolidées présentées précédemment.

À propos de Rogers

Rogers est une fière entreprise canadienne qui s'emploie à offrir aux Canadiens un monde de possibilités jour après jour. Notre fondateur, Ted Rogers, a acheté sa première chaîne de radio, soit CHFI, en 1960. C'est ainsi que nous sommes devenus une société de technologie et de télécommunications de premier plan, déterminée à offrir à la population et aux entreprises du Canada les meilleurs services résidentiels, sans fil et média. Nos actions sont négociées à la Bourse de Toronto (TSX : RCI. A et RCI.B) et à la New York Stock Exchange (NYSE : RCI).

Relations avec les investisseurs

Paul Carpino
647-435-6470
paul.carpino@rci.rogers.com

Relations avec les médias

Terrie Tweddle
647-501-8346
terrie.tweddle@rci.rogers.com

Conférence téléphonique trimestrielle à l'intention de la communauté financière

La téléconférence sur les résultats du quatrième trimestre de 2019 à l'intention de la communauté financière se tiendra :

- le 22 janvier 2020,
- à 8 h, heure de l'Est,
- à l'adresse investisseurs.rogers.com,
- les médias pourront participer à titre d'auditeurs seulement.

Une rediffusion sera présentée à l'adresse investisseurs.rogers.com pendant une période d'au moins deux semaines suivant la téléconférence. En outre, les investisseurs sont priés de noter que la direction de Rogers fait à l'occasion des allocutions lors de conférences de sociétés de courtage à l'intention des investisseurs. La plupart du temps, ces conférences sont diffusées sur le Web et lorsqu'il y a une webdiffusion, les liens sont offerts sur le site Web de Rogers, à l'adresse investisseurs.rogers.com.

Renseignements supplémentaires

Vous trouverez plus de renseignements à notre sujet sur notre site Web (investisseurs.rogers.com), sur SEDAR (sedar.com) et sur EDGAR (sec.gov); vous pouvez aussi nous envoyer un courriel à l'adresse investor.relations@rci.rogers.com. L'information sur les sites Web en question ou sur des sites Web liés et tout autre site Web mentionné aux présentes ne fait pas partie du présent communiqué et n'y est pas intégrée.

Vous pouvez également visiter la page investisseurs.rogers.com pour en savoir davantage sur nos pratiques de gouvernance, notre présentation de rapports sur la responsabilité sociale et pour obtenir un glossaire des termes des communications et des médias et d'autres renseignements sur nos activités.

À propos du présent communiqué

Le présent communiqué présente de l'information importante au sujet de nos activités et de notre performance pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2019 ainsi que de l'information prospective au sujet de périodes futures. La lecture du présent communiqué devrait être considérée comme une mesure préparatoire pour la lecture de notre rapport de gestion et de nos états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, que nous prévoyons déposer auprès des autorités en valeurs mobilières au Canada et aux États-Unis au cours des prochaines semaines. Ces documents seront disponibles sur les sites Web investisseurs.rogers.com, sedar.com et sec.gov ou pourront être envoyés par la poste à ceux qui en feront la demande.

Les informations financières contenues dans le présent communiqué sont établies selon les normes internationales d'information financière (les « IFRS ») telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). Le présent communiqué doit être lu en parallèle avec notre rapport de gestion annuel de 2018, nos états financiers consolidés audités de 2018, notre rapport de gestion et nos états financiers consolidés résumés intermédiaires pour les premier, deuxième et troisième trimestres de 2019, ainsi qu'avec les autres documents récents déposés auprès des autorités en valeurs mobilières canadiennes et américaines et publiés sur SEDAR, à sedar.com ou sur EDGAR, à sec.gov, respectivement.

Les termes « nous », « notre », « nos », « Rogers », « Rogers Communications » et « la Société » désignent Rogers Communications Inc. et ses filiales. Le terme « RCI » s'entend de l'entité juridique Rogers Communications Inc., à l'exclusion de ses filiales. Rogers détient également des participations dans divers placements et entreprises.

Tous les montants présentés en dollars sont en dollars canadiens, sauf indication contraire, et n'ont pas été audités. Toutes les variations en pourcentage sont calculées en fonction de nombres arrondis, tels qu'ils sont présentés dans les tableaux. L'information est datée du 21 janvier 2020 et a été approuvée par le conseil d'administration de RCI (le « conseil »). Le présent communiqué contient des énoncés prospectifs et des hypothèses. Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « À propos des énoncés prospectifs » pour obtenir de plus amples renseignements.

Le 1^{er} janvier 2019, nous avons adopté une nouvelle norme comptable, l'IFRS 16, *Contrats de location* (l'« IFRS 16 »), qui est présentée à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques » du présent communiqué de presse. L'adoption de l'IFRS 16 a eu une incidence importante sur les résultats présentés. Conformément à la méthode transitoire que nous avons retenue, nous n'avons pas retraité les chiffres comparatifs de l'exercice précédent.

À compter du 1^{er} janvier 2019, nous avons redéfini les flux de trésorerie disponibles, une mesure non conforme aux PCGR, de sorte que nous n'effectuons plus d'ajustement pour tenir compte de la « variation nette des soldes des actifs sur contrat et des actifs différés au titre des commissions ». Nous avons redéfini les flux de trésorerie disponibles afin de rendre cette mesure plus simple; nous sommes d'avis que la suppression de cet ajustement facilitera notre comparaison avec les autres joueurs de l'industrie. Nous avons retraité les flux de trésorerie disponibles des périodes précédentes pour refléter ce changement. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements.

Dans le présent communiqué, les expressions « trimestre », « trimestre considéré », « trimestre à l'étude » et « quatrième trimestre » désignent la période de trois mois close le 31 décembre 2019, l'expression « premier trimestre » désigne celle close le 31 mars 2019, l'expression « deuxième trimestre » désigne celle close le 30 juin 2019, l'expression « troisième trimestre » désigne celle close le 30 septembre 2019 et les expressions « depuis le début de l'exercice » et « exercice complet » s'entendent de la période de douze mois close le 31 décembre 2019. Sauf indication contraire, tous les commentaires concernant les résultats comparatifs ont trait aux périodes correspondantes de 2018 ou au 31 décembre 2018, selon le cas.

Rogers^{MC} et les marques associées sont des marques de commerce de Rogers Communications inc. ou d'une société de son groupe, utilisées sous licence. Tous les autres noms de marque, logos et marques sont des marques de commerce et (ou) des œuvres protégées par le droit d'auteur appartenant à leurs titulaires respectifs. © 2020 Rogers Communications

Secteurs à présenter

Nous présentons nos résultats opérationnels selon trois secteurs. Le tableau suivant présente ces secteurs ainsi que la nature de leurs activités :

Secteur	Activités principales
Sans-fil	Activités de télécommunications sans fil destinées aux entreprises et aux consommateurs canadiens.
Cable	Activités de télécommunications par câble, y compris les services d'accès Internet, de télévision, de téléphonie et de domotique pour les entreprises et les consommateurs canadiens, et connectivité réseau offerte au moyen de nos actifs liés au réseau de fibre optique et aux centres de données afin de prendre en charge un éventail de services de transmission de la voix et des données, de réseautage, d'hébergement et d'infonuagique pour les marchés des entreprises, des entités du secteur public et des fournisseurs de services de télécommunications de gros.
Media	Portefeuille diversifié de propriétés de médias qui comprend des activités de divertissement et de médias sportifs, de télédiffusion, de radiodiffusion, de chaînes spécialisées, de magasinage multiplateforme et de médias numériques.

Les secteurs Sans-fil et Cable sont exploités par notre filiale en propriété exclusive, Rogers Communications Canada Inc. (« RCCI ») et certaines de nos autres filiales en propriété exclusive. Le secteur Media est exploité par notre filiale en propriété exclusive Rogers Media Inc. et ses filiales.

Sommaire des résultats financiers consolidés

(en millions de dollars, sauf les marges et les montants par action)	Trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2019	2018 ¹	Variation en %	2019	2018 ¹	Variation en %
Produits						
Sans-fil	2 493	2 464	1	9 250	9 200	1
Cable	987	989	–	3 954	3 932	1
Media	530	540	(2)	2 072	2 168	(4)
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(58)	(55)	5	(203)	(204)	–
Produits	3 952	3 938	–	15 073	15 096	–
Total des produits tirés des services ²	3 244	3 276	(1)	12 965	12 974	–
BAIIA ajusté ³						
Sans-fil	1 064	1 028	4	4 345	4 090	6
Cable	497	489	2	1 919	1 874	2
Media	22	40	(45)	140	196	(29)
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(53)	(36)	47	(192)	(177)	8
BAIIA ajusté	1 530	1 521	1	6 212	5 983	4
Marge du BAIIA ajusté ³	38,7 %	38,6 %	0,1 pt	41,2 %	39,6 %	1,6 pt
Bénéfice net	468	502	(7)	2 043	2 059	(1)
Bénéfice de base par action	0,92 \$	0,97 \$	(5)	3,99 \$	4,00 \$	–
Bénéfice dilué par action	0,92 \$	0,97 \$	(5)	3,97 \$	3,99 \$	(1)
Résultat net ajusté ³	511	585	(13)	2 135	2 241	(5)
Résultat par action de base ajusté ³	1,00 \$	1,14 \$	(12)	4,17 \$	4,35 \$	(4)
Résultat par action dilué ajusté ³	1,00 \$	1,13 \$	(12)	4,15 \$	4,34 \$	(4)
Dépenses d'investissement	791	828	(4)	2 807	2 790	1
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 166	1 051	11	4 526	4 288	6
Flux de trésorerie disponibles ^{3,4}	497	471	6	2 278	2 134	7

¹ Nous avons adopté l'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019; l'incidence de cette norme est incluse dans nos résultats de façon prospective à compter de cette date. Les résultats de 2018 n'ont pas été retraités par suite de ce changement. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques ».

² Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

³ Le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, le résultat net ajusté, le résultat par action de base et dilué ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

⁴ Les flux de trésorerie disponibles de 2018 ont été retraités. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir plus de précisions.

Résultats de nos secteurs à présenter

SANS-FIL

Résultats financiers de Sans-fil

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2019	2018	Variation en %	2019	2018	Variation en %
Produits						
Produits tirés des services	1 788	1 806	(1)	7 156	7 091	1
Produits tirés du matériel	705	658	7	2 094	2 109	(1)
Produits	2 493	2 464	1	9 250	9 200	1
Charges opérationnelles						
Coût du matériel	733	695	5	2 231	2 264	(1)
Autres charges opérationnelles	696	741	(6)	2 674	2 846	(6)
Charges opérationnelles	1 429	1 436	–	4 905	5 110	(4)
BAlIA ajusté	1 064	1 028	4	4 345	4 090	6
Marge du BAlIA ajusté	42,7 %	41,7 %	1,0 pt	47,0 %	44,5 %	2,5 pts
Dépenses d'investissement	360	309	17	1 320	1 086	22

Résultats d'abonnements de Sans-fil ¹

(en milliers, sauf les taux d'attrition, le MFMPA mixte et les PMPA mixtes)	Trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2019	2018	Variation	2019	2018	Variation
Services facturés						
Ajouts bruts d'abonnés	483	448	35	1 566	1 632	(66)
Ajouts nets d'abonnés	131	112	19	334	453	(119)
Total des abonnés aux services facturés ^{2,3}	9 438	9 157	281	9 438	9 157	281
Attrition (mensuelle)	1,26 %	1,23 %	0,03 pt	1,11 %	1,10 %	0,01 pt
Services prépayés						
Ajouts bruts d'abonnés	168	157	11	773	751	22
Réductions nettes d'abonnés	(76)	(139)	63	(97)	(152)	55
Total des abonnés aux services prépayés ^{2,4}	1 402	1 626	(224)	1 402	1 626	(224)
Attrition (mensuelle)	5,58 %	5,85 %	(0,27) pt	4,86 %	4,38 %	0,48 pt
MFMPA mixte (mensuel)	66,17 \$	65,12 \$	1,05 \$	66,23 \$	64,74 \$	1,49 \$
PMPA mixtes (mensuels)	55,26 \$	55,91 \$	(0,65) \$	55,49 \$	55,64 \$	(0,15) \$

¹ Le nombre d'abonnés, le taux d'attrition, le MFMPA mixte et les PMPA mixtes sont des indicateurs clés de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² À la clôture de la période.

³ Depuis le 1^{er} octobre 2019 et de manière prospective, nous avons réduit de 53 000 le nombre d'abonnés aux services facturés de Sans-fil afin d'en retirer un client des services publics générant des PMPA peu élevés qui a entrepris de migrer vers un autre fournisseur de services. Selon nous, l'ajustement de ce nombre pour tenir compte d'un client de cette taille qui quitte notre réseau reflète de manière plus significative la performance interne sous-jacente de notre secteur Sans-fil.

⁴ Au 1^{er} avril 2019, nous avons ajusté le nombre d'abonnés aux services prépayés de Sans-fil, en retranchant 127 000 abonnés par suite d'une modification de notre politique de mise hors service visant à rendre celle-ci plus conforme à l'usage dans le secteur; la mise hors service n'intervient plus après 180 jours, mais après 90 jours.

Produits tirés des services

La baisse de 1 % des produits tirés des services du trimestre à l'étude est imputable aux facteurs suivants :

- le recul de 1 % des PMPA mixtes pour le trimestre à l'étude, par suite de la diminution des produits tirés des frais d'utilisation excédentaire découlant du fort taux d'adoption par nos clients des forfaits de données illimitées Infini de Rogers et de l'intense concurrence sur le marché;
- facteur en partie compensé par un nombre accru d'abonnés aux services facturés.

L'augmentation du MFMPA mixte de 2 % pour le trimestre considéré est attribuable essentiellement à la composition des produits marquée par une migration constante des ventes d'appareils vers des appareils à coût plus élevé.

La hausse du nombre d'ajouts bruts et nets d'abonnés aux services facturés du trimestre à l'étude découle du fort taux d'adoption par les nouveaux clients des forfaits Infini de Rogers. La hausse du taux d'attrition des services facturés est le résultat de l'intensification générale de la concurrence.

Produits tirés du matériel

La hausse de 7 % des produits tirés du matériel pour le trimestre considéré découle des éléments suivants :

- l'accroissement des ajouts bruts d'abonnés aux services facturés;
- une migration des ventes d'appareils vers des appareils à coût plus élevé.

Charges opérationnelles

Coût du matériel

La hausse de 5 % du coût du matériel pour le trimestre considéré s'explique par les mêmes facteurs dont il est question dans la section ci-dessus sur les produits tirés du matériel.

Autres charges opérationnelles

La baisse de 6 % des autres charges opérationnelles pour le trimestre à l'étude est attribuable principalement aux éléments suivants :

- l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16;
- diverses mesures de réduction des coûts.

BAIIA ajusté

L'augmentation de 4 % du BAIIA ajusté pour le trimestre à l'étude s'explique par les variations des produits et des charges susmentionnées.

CABLE

Résultats financiers de Cable

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2019	2018	Variation en %	2019	2018	Variation en %
Produits						
Services d'accès Internet	575	536	7	2 259	2 114	7
Services de télévision	355	363	(2)	1 430	1 442	(1)
Services de téléphonie	54	86	(37)	251	363	(31)
Produits tirés des services	984	985	–	3 940	3 919	1
Produits tirés du matériel	3	4	(25)	14	13	8
Produits	987	989	–	3 954	3 932	1
Charges opérationnelles						
Coût du matériel	5	6	(17)	23	21	10
Autres charges opérationnelles	485	494	(2)	2 012	2 037	(1)
Charges opérationnelles	490	500	(2)	2 035	2 058	(1)
BAlIA ajusté	497	489	2	1 919	1 874	2
Marge du BAlIA ajusté	50,4 %	49,4 %	1,0 pt	48,5 %	47,7 %	0,8 pt
Dépenses d'investissement	289	422	(32)	1 153	1 429	(19)

Résultats d'abonnements de Cable ¹

(en milliers)	Trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2019	2018	Variation	2019	2018	Variation
Services d'accès Internet						
Ajouts nets d'abonnés	27	25	2	104	109	(5)
Nombre total d'abonnés aux services d'accès Internet ²	2 534	2 430	104	2 534	2 430	104
Services de télévision						
Réductions nettes d'abonnés	(17)	(16)	(1)	(106)	(55)	(51)
Nombre total d'abonnés aux services de télévision ²	1 579	1 685	(106)	1 579	1 685	(106)
Services de téléphonie						
(Réductions nettes) ajouts nets d'abonnés	(11)	(4)	(7)	(44)	8	(52)
Nombre total d'abonnés aux services de téléphonie ²	1 072	1 116	(44)	1 072	1 116	(44)
Foyers branchés ²	4 472	4 361	111	4 472	4 361	111
Nombre total d'abonnés ³						
Ajouts nets (réductions nettes) d'abonnés	(1)	5	(6)	(46)	62	(108)
Nombre total d'abonnés ²	5 185	5 231	(46)	5 185	5 231	(46)

¹ Le nombre d'abonnés est un indicateur clé de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² À la clôture de la période.

³ Comprend les services d'accès Internet, de télévision et de téléphonie.

Produits

La stabilité des produits pour le trimestre considéré s'explique par :

- les changements apportés à la tarification des services d'accès Internet et de télévision;
- un nombre accru d'abonnés aux services d'accès Internet;
- la migration des clients des services de télévision vers des services à contenu amélioré;
- facteurs contrebalancés par la façon dont est structurée la nouvelle tarification des offres groupées, qui se traduit par des rabais plus élevés pour les services de téléphonie;
- les réductions d'abonnés aux services de télévision et de téléphonie.

Produits tirés des services d'accès Internet

Les produits tirés des services d'accès Internet ont augmenté de 7 % pour le trimestre considéré. L'augmentation est attribuable aux facteurs suivants :

- un nombre accru d'abonnés aux services d'accès Internet et la migration d'un nombre grandissant de clients vers la gamme offrant des vitesses et des capacités supérieures;
- l'incidence des modifications de tarifs pour les services d'accès Internet;
- facteurs en partie contrebalancés par les prix promotionnels offerts aux abonnés.

Produits tirés des services de télévision

La baisse de 2 % des produits tirés des services de télévision au cours du trimestre considéré s'explique par :

- la diminution du nombre d'abonnés aux services de télévision;
- facteur en partie contrebalancé par les changements apportés à la tarification des services de télévision;
- la migration des abonnés de nos anciens produits télévisuels aux produits télévisuels de Télé Élan;
- la migration des clients vers des services à contenu amélioré;
- la diminution des prix promotionnels offerts aux abonnés.

Produits tirés des services de téléphonie

Les produits tirés des services de téléphonie ont reculé de 37 % pour le trimestre à l'étude, en raison surtout des facteurs suivants :

- la façon dont est structurée la nouvelle tarification des offres groupées, qui se traduit par des rabais plus élevés pour les services de téléphonie;
- le recul général du nombre d'abonnés aux services de téléphonie par rapport à l'an dernier.

Charges opérationnelles

La diminution de 2 % des charges opérationnelles du trimestre considéré s'explique par

- l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16;
- la mise en application de diverses mesures de réduction des coûts et d'amélioration de la productivité.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté a augmenté de 2 % pour le trimestre à l'étude en raison des variations des produits et des charges susmentionnées.

MEDIA

Résultats financiers de Media

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2019	2018	Variation en %	2019	2018	Variation en %
Produits	530	540	(2)	2 072	2 168	(4)
Charges opérationnelles	508	500	2	1 932	1 972	(2)
BAIIA ajusté	22	40	(45)	140	196	(29)
Marge du BAIIA ajusté	4,2 %	7,4 %	(3,2) pts	6,8 %	9,0 %	(2,2) pts
Dépenses d'investissement	46	43	7	102	90	13

Produits

La baisse de 2 % des produits pour le trimestre considéré s'explique par :

- la vente de notre division de l'édition au cours du deuxième trimestre;
- facteur en partie compensé par la hausse des produits tirés de TSC.

Exclusion faite de la vente de notre division de l'édition, les produits de Media auraient augmenté de 1 % pour le trimestre considéré.

Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles ont augmenté de 2 % pour le trimestre à l'étude, ce qui s'explique par :

- la hausse du coût des ventes de TSC par suite de l'augmentation des produits dont il a été question plus haut;
- la hausse des coûts liés à la programmation;
- facteurs en partie annulés par le repli des coûts liés à l'édition par suite de la vente de la division.

BAIIA ajusté

La diminution de 45 % du BAIIA ajusté pour le trimestre à l'étude découle des variations des produits et des charges décrites plus haut.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

(en millions de dollars, sauf l'intensité du capital)	Trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2019	2018	Variation en %	2019	2018	Variation en %
Sans-fil	360	309	17	1 320	1 086	22
Cable	289	422	(32)	1 153	1 426	(19)
Media	46	43	7	102	90	13
Siège social	96	54	78	232	185	25
Dépenses d'investissement ¹	791	828	(4)	2 807	2 790	1
Intensité du capital ²	20,0 %	21,0 %	(1,0) pt	18,6 %	18,5 %	0,1 pt

¹ Comprennent les entrées d'immobilisations corporelles, déduction faite du produit de la sortie, et ne tiennent pas compte des dépenses liées aux licences de spectre ni des entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation.

² Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

Sans-fil

L'augmentation des dépenses d'investissement de Sans-fil pour le trimestre à l'étude découle des investissements consacrés à la mise à niveau de notre réseau sans fil pour que nous puissions continuer d'offrir à nos clients une performance fiable. Nous avons continué d'étendre notre réseau LTE grâce à des investissements dans la technologie 4.5G qui est aussi prête pour la 5G, et nous poursuivons notre déploiement de la technologie 5G sur la nouvelle bande de 600 MHz ainsi que d'autres bandes.

Cable

La diminution des dépenses d'investissement de Cable pour le trimestre considéré découle de la baisse des achats de matériel installé chez l'abonné et de la diminution des investissements dans le lancement de Télé Élan. Nous avons poursuivi la mise à niveau de notre infrastructure de réseau au moyen du déploiement additionnel de fibre optique, notamment les réseaux de distribution par fibre optique jusqu'au domicile et par fibre optique jusqu'au point de concentration. Les mises à niveau viendront réduire le nombre de foyers branchés par nœud et intégreront les technologies les plus récentes qui contribueront à procurer plus de bande passante et une expérience client encore plus fiable, à mesure que nous réalisons notre plan d'action visant le service résidentiel branché.

Media

La hausse des dépenses d'investissement du secteur Media du trimestre à l'étude s'explique essentiellement par l'augmentation des investissements dans la rénovation de diverses installations des Blue Jays de Toronto.

Siège social

L'augmentation des dépenses d'investissement du siège social du trimestre considéré découle principalement de la hausse des investissements dans nos biens immobiliers au cours de l'exercice à l'étude et du produit reçu de la vente de certains biens immobiliers l'an dernier.

Intensité du capital

L'intensité du capital a diminué au cours du trimestre en raison de la baisse des dépenses d'investissement décrite plus haut.

Revue de la performance consolidée

La présente rubrique analyse notre bénéfice net consolidé ainsi que d'autres produits et charges qui ne sont pas pris en compte dans les résultats de nos secteurs à présenter qui précèdent.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2019	2018	Variation en %	2019	2018	Variation en %
BAlIA ajusté ¹	1 530	1 521	1	6 212	5 983	4
Déduire (ajouter) :						
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	638	564	13	2 488	2 211	13
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	–	–	–	–	(16)	(100)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	38	94	(60)	139	210	(34)
Charges financières	230	205	12	840	793	6
Autres produits	(12)	(26)	(54)	(10)	(32)	(69)
Charge d'impôt sur le résultat	168	182	(8)	712	758	(6)
Bénéfice net	468	502	(7)	2 043	2 059	(1)

n. s. - non significatif

¹ Le BAlIA ajusté est une mesure non conforme aux PCGR qui ne doit pas être considérée comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Cette mesure n'est pas définie en vertu des IFRS et n'a pas de signification normalisée et, par conséquent, sa fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de cette mesure et sur la façon dont nous la calculons.

Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2019	2018	Variation en %	2019	2018	Variation en %
Amortissement des immobilisations corporelles	588	557	6	2 297	2 174	6
Amortissement des immobilisations incorporelles	3	7	(57)	16	37	(57)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles avant l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	591	564	5	2 313	2 211	5
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation ¹	47	–	n. s.	175	–	n. s.
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, montant total	638	564	13	2 488	2 211	13

¹ Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques » pour obtenir un complément d'information.

Le montant total des amortissements a augmenté au cours du trimestre et de l'exercice considérés en raison de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation faisant suite à l'adoption de l'IFRS 16 le 1^{er} janvier 2019 et de la hausse des dépenses d'investissement au cours des derniers exercices. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Dépenses d'investissement » pour plus de précisions.

Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges

Au cours du trimestre et de l'exercice considérés, nous avons engagé des frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges de 38 millions de dollars et de 139 millions de dollars, respectivement (94 millions de dollars et 210 millions de dollars en 2018). Ces frais se composent d'indemnités de départ versées dans le cadre de la restructuration ciblée de nos effectifs ainsi que de frais de résiliation de contrats et autres frais. L'an dernier, ces frais comprenaient également certains frais de résiliation de contrats liés aux événements sportifs.

Charges financières

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2019	2018	Variation en %	2019	2018	Variation en %
Intérêts sur les emprunts ¹	192	173	11	746	709	5
Intérêts sur le passif au titre des avantages postérieurs à l'emploi	3	4	(25)	11	14	(21)
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	19	–	–	19	28	(32)
(Profit) perte de change	(27)	90	n. s.	(79)	136	n. s.
Variation de la juste valeur des instruments dérivés	26	(63)	n. s.	80	(95)	n. s.
Intérêts inscrits à l'actif	(5)	(5)	–	(19)	(20)	(5)
Autres	5	6	(17)	21	21	–
Charges financières avant les intérêts sur les obligations locatives	213	205	4	779	793	(2)
Intérêts sur les obligations locatives ²	17	–	n. s.	61	–	n. s.
Total des charges financières	230	205	12	840	793	6

¹ Les intérêts sur les emprunts comprennent les intérêts sur les emprunts à court terme et la dette à long terme.

² Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques » pour obtenir un complément d'information.

L'augmentation de 12 % des charges financières du trimestre à l'étude s'explique par les facteurs suivants :

- une perte de 19 millions de dollars liée au remboursement anticipé de 900 millions de dollars sur les billets de premier rang, qui sont censés arriver à échéance en septembre 2020 (se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières »);
- les intérêts sur les obligations locatives par suite de l'adoption de l'IFRS 16;
- l'accroissement de l'encours de la dette par suite des émissions de titres d'emprunt d'avril 2019, en grande partie pour financer notre acquisition des licences de spectre de 600 Mhz (se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières »);
- facteurs partiellement contrebalancés par une perte de 21 millions de dollars liée à l'abandon de la comptabilité de couverture à l'égard de certains dérivés liés aux contrats à terme sur obligations comptabilisés en 2018.

Charge d'impôt sur le résultat

(en millions de dollars, sauf les taux d'impôt)	Trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2019	2018	2019	2018
Taux d'impôt prévu par la loi	26,7 %	26,7 %	26,7 %	26,7 %
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	636	684	2 755	2 817
Charge d'impôt sur le résultat calculée	170	183	736	752
Augmentation (diminution) de la charge d'impôt découlant de ce qui suit :				
Rémunération fondée sur des actions non déductible	–	3	–	5
Partie (non imposable) non déductible des (profits) pertes au titre des placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence	–	(3)	7	1
Ajustement d'impôt sur le résultat, modification des lois fiscales	–	–	(23)	–
Tranche non imposable des gains en capital	–	–	(2)	(9)
Autres éléments	(2)	(1)	(6)	9
Total de la charge d'impôt sur le résultat	168	182	712	758
Taux d'impôt effectif	26,4 %	26,6 %	25,8 %	26,9 %
Impôt sur le résultat en trésorerie payé	55	54	400	370

Le taux d'impôt effectif du trimestre considéré ne différait pas de façon significative du taux d'impôt prévu par la loi. L'impôt sur le résultat en trésorerie payé au cours du trimestre à l'étude était similaire à celui de 2018.

Bénéfice net

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2019	2018	Variation en %	2019	2018	Variation en %
Bénéfice net	468	502	(7)	2 043	2 059	(1)
Bénéfice de base par action	0,92 \$	0,97 \$	(5)	3,99 \$	4,00 \$	–
Bénéfice dilué par action	0,92 \$	0,97 \$	(5)	3,97 \$	3,99 \$	(1)

Résultat net ajusté

La façon dont nous calculons le résultat net ajusté à partir du BAIIA ajusté se présente comme suit :

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2019	2018	Variation en %	2019	2018	Variation en %
BAIIA ajusté ¹	1 530	1 521	1	6 212	5 983	4
Déduire :						
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	638	564	13	2 488	2 211	13
Charges financières ²	211	184	15	821	744	10
Autres produits	(12)	(26)	(54)	(10)	(32)	(69)
Charge d'impôt sur le résultat ³	182	214	(15)	778	819	(5)
Résultat net ajusté ¹	511	585	(13)	2 135	2 241	(5)
Résultat par action de base ajusté ¹	1,00 \$	1,14 \$	(12)	4,17 \$	4,35 \$	(4)
Résultat par action dilué ajusté ¹	1,00 \$	1,13 \$	(12)	4,15 \$	4,34 \$	(4)

¹ Le BAIIA ajusté, le résultat net ajusté et le résultat par action de base et dilué ajusté sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

² Les charges financières ne tiennent pas compte de la perte de 19 millions de dollars liée aux remboursements sur la dette à long terme pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2019 (perte de 28 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2018). De plus, les charges financières ne tiennent pas compte de la perte de 21 millions de dollars liée à l'abandon de la comptabilité de couverture à l'égard de certains contrats à terme sur obligations pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2018.

³ La charge d'impôt sur le résultat ne tient pas compte de recouvrements de 14 millions de dollars et de 43 millions de dollars (recouvrements de 32 millions de dollars et de 61 millions de dollars en 2018) pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2019, respectivement, liés à l'incidence fiscale des éléments ajustés. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, la charge d'impôt sur le résultat exclut également un recouvrement de 23 millions de dollars (néant en 2018) faisant suite à des modifications des lois fiscales.

Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières

Activités opérationnelles, activités d'investissement et activités de financement

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2019	2018	2019	2018
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés	1 290	1 298	5 843	5 498
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	129	(42)	(138)	(114)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés	1 419	1 256	5 705	5 384
Impôt sur le résultat payé	(55)	(54)	(400)	(370)
Intérêts payés	(198)	(151)	(779)	(726)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 166	1 051	4 526	4 288
Activités d'investissement				
Dépenses d'investissement	(791)	(828)	(2 807)	(2 790)
Entrées de droits de diffusion	(31)	(26)	(60)	(54)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	109	107	(35)	(125)
Acquisitions et autres transactions stratégiques, déduction faite de la trésorerie acquise	–	–	(1 731)	–
Autres	20	9	21	25
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(693)	(738)	(4 612)	(2 944)
Activités de financement				
Produit reçu sur les emprunts à court terme, montant net (Remboursements sur les) émissions de titres d'emprunt à long terme, montant net	553	256	30	508
Produit reçu (paiements versés) au règlement de dérivés liés à la dette et de contrats à terme, montant net	(92)	–	2 184	(823)
Produit reçu (paiements versés) au règlement de dérivés liés à la dette et de contrats à terme, montant net	5	26	(121)	388
Remboursements de principal des obligations locatives ¹	(43)	–	(167)	–
Coûts de transaction engagés	(28)	–	(61)	(18)
Rachat d'actions de catégorie B sans droit de vote	(361)	–	(655)	–
Dividendes payés	(256)	(247)	(1 016)	(988)
Autres	(19)	–	(19)	–
(Sorties) entrées de trésorerie liées aux activités de financement	(241)	35	175	(933)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	232	348	89	411
Trésorerie et équivalents de trésorerie (avances bancaires) à l'ouverture de la période	262	57	405	(6)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	494	405	494	405

¹ Nous avons adopté l'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019. Les chiffres comparatifs de 2018 n'ont pas été retraités. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques » pour obtenir un complément d'information.

Activités opérationnelles

La hausse de 11 % des entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles pour le trimestre considéré découle de l'augmentation du financement apporté par les éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

Activités d'investissement

Dépenses d'investissement

Au cours du trimestre à l'étude, nous avons consacré 791 millions de dollars aux dépenses d'investissement, avant la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Dépenses d'investissement » pour en savoir plus à ce sujet.

Activités de financement

Pendant le trimestre à l'étude, nous avons reçu des sommes nettes de 438 millions de dollars (282 millions de dollars en 2018) sur nos emprunts à court terme, notre dette à long terme et les dérivés s'y rattachant, y compris les coûts de transaction payés. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir de plus amples renseignements sur les flux de trésorerie se rapportant à nos instruments dérivés.

Emprunts à court terme

Nos emprunts à court terme comprennent les montants à payer aux termes de notre programme de titrisation des débiteurs et de notre programme de papier commercial libellé en dollars américains. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos emprunts à court terme au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018.

	Au 31 décembre	Au 31 décembre
(en millions de dollars)	2019	2018
Programme de titrisation des débiteurs	650	650
Programme de papier commercial libellé en dollars américains	1 588	1 605
Total des emprunts à court terme	2 238	2 255

Le 1^{er} avril 2019, nous avons contracté une facilité de crédit non renouvelable de 2,2 milliards de dollars américains (2,9 milliards de dollars). Plus tôt au cours de l'exercice, nous avons prélevé sur cette facilité 420 millions de dollars américains (561 millions de dollars); par la suite, nous avons remboursé 420 millions de dollars américains (564 millions de dollars). Parallèlement à ces prélèvements, nous avons conclu des dérivés liés à la dette afin de couvrir le risque de change associé aux prélèvements effectués sur la facilité de crédit non renouvelable. Nous n'avons pas désigné ces dérivés liés à la dette comme couvertures à des fins comptables. Le 3 mai 2019, nous avons résilié la facilité de crédit non renouvelable.

Les tableaux ci-après présentent le sommaire de l'évolution de nos emprunts à court terme pour les trimestres et les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 31 décembre 2019			Exercice clos le 31 décembre 2019		
	Montant notionnel (en \$ US)	Taux de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Taux de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Produit reçu du programme de papier commercial libellé en dollars américains	2 851	1,32	3 766	12 897	1,33	17 127
Remboursements sur le papier commercial libellé en dollars américains	(2 430)	1,32	(3 213)	(12 876)	1,33	(17 094)
Produit reçu du programme de papier commercial libellé en dollars américains, montant net			553			33
Produit reçu sur les facilités de crédit	-	-	-	420	1,34	561
Remboursements sur les facilités de crédit	-	-	-	(420)	1,34	(564)
Remboursements sur les facilités de crédit, montant net						(3)
Produit reçu sur les emprunts à court terme, montant net			553			30

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 31 décembre 2018			Exercice clos le 31 décembre 2018		
	Montant notionnel (en \$ US)	Taux de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Taux de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Produit reçu du programme de papier commercial libellé en dollars américains	3 826	1,31	5 026	15 262	1,29	19 752
Remboursements sur le papier commercial libellé en dollars américains	(3 626)	1,32	(4 770)	(14 858)	1,30	(19 244)
Produit reçu du programme de papier commercial libellé en dollars américains, montant net			256			508
Produit reçu sur la titrisation de débiteurs			-			225
Remboursements au titre de la titrisation de débiteurs			-			(225)
Produit reçu sur la titrisation de débiteurs, montant net			-			-
Produit reçu sur les emprunts à court terme, montant net			256			508

Parallèlement aux émissions de papier commercial libellé en dollars américains, nous avons conclu des dérivés liés à la dette afin de couvrir le risque de change associé au principal et aux intérêts sur les instruments d'emprunt émis aux termes de notre programme de papier commercial libellé en dollars américains. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir un complément d'information.

Dette à long terme

Notre dette à long terme correspond aux montants à payer aux termes de nos facilités de crédit bancaire et de nos facilités de lettres de crédit ainsi qu'aux débetures et aux billets de premier rang que nous avons émis. Les tableaux ci-après résument l'évolution de notre dette à long terme pour les trimestres et les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 31 décembre 2019			Exercice clos le 31 décembre 2019		
	Montant notionnel (en \$ US)	Taux de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Taux de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Émissions de billets de premier rang (en \$ CA)			–			1 000
Émissions de billets de premier rang (en \$ US)	1 000	1,31	1 308	2 250	1,33	2 984
Total des émissions de billets de premier rang			1 308			3 984
Remboursements sur les billets de premier rang (en \$ CA)			(1 400)			(1 800)
(Remboursements sur les) émissions de titres d'emprunt à long terme, montant net			(92)			2 184

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 31 décembre 2018			Exercice clos le 31 décembre 2018		
	Montant notionnel (en \$ US)	Taux de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Taux de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Montants prélevés sur les facilités de crédit (en \$ US)	–	–	–	125	1,26	157
Remboursements sur les facilités de crédit (en \$ US)	–	–	–	(125)	1,26	(157)
Prélèvements sur les facilités de crédit, montant net			–			–
Émissions de billets de premier rang (en \$ US)	–	–	–	750	1,25	938
Remboursements sur les billets de premier rang (en \$ US)	–	–	–	(1 400)	1,26	(1 761)
Remboursements sur les billets de premier rang, montant net			–			(823)
Remboursements sur les titres d'emprunt à long terme, montant net			–			(823)

Le tableau ci-après résume l'évolution de notre dette à long terme pour les trimestres et les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2019	2018	2019	2018
Dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction, à l'ouverture de la période	16 279	13 865	14 290	14 448
(Remboursements sur les) émissions de titres d'emprunt à long terme, montant net	(92)	–	2 184	(823)
(Profit) perte de change	(195)	422	(458)	672
Coûts de transaction différés engagés	(28)	–	(61)	(18)
Amortissement des coûts de transaction différés	3	3	12	11
Dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction, à la clôture de la période	15 967	14 290	15 967	14 290

Émissions de billets de premier rang et dérivés liés à la dette s'y rapportant

En novembre 2019, nous avons émis pour 1 milliard de dollars américains de billets de premier rang arrivant à échéance en 2049 et assortis d'un taux de 3,7 %. En parallèle, nous avons conclu des dérivés liés à la dette afin de convertir en dollars canadiens la totalité des obligations de paiement d'intérêts et de remboursement de principal. Nous avons donc reçu un produit net de 1,3 milliard de dollars par suite de l'émission.

Remboursements de billets de premier rang et règlements des dérivés connexes

En novembre 2019, nous avons remboursé la totalité du principal impayé sur nos billets de premier rang de 900 millions de dollars assortis d'un taux de 4,7 %, qui sont censés arriver à échéance en septembre 2020, pour lesquels nous avons comptabilisé une perte de 19 millions de dollars liée aux remboursements sur les titres d'emprunt à long terme, ce qui reflétait notre obligation de payer des primes de remboursement. Nous avons aussi remboursé la totalité du principal impayé sur nos billets de premier rang de 500 millions de dollars assortis d'un taux de 5,38 %, qui sont arrivés à échéance le 4 novembre 2019. Aucun dérivé n'était associé à ces billets de premier rang.

Rachat d'actions de catégorie B sans droit de vote

Au cours du trimestre considéré, nous avons racheté, aux fins d'annulation, 5 614 139 actions de catégorie B sans droit de vote dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, pour un prix de 357 millions de dollars. Depuis le début de l'exercice, nous avons ainsi racheté aux fins d'annulation 9 887 357 actions de catégorie B sans droit de vote aux termes de nos programmes de rachat dans le cours normal des activités, pour un prix totalisant 655 millions de dollars. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Situation financière » pour obtenir un complément d'information.

Dividendes

Le tableau ci-dessous présente un résumé des dividendes que nous avons déclarés et payés en 2019 et en 2018 sur nos actions ordinaires de catégorie A avec droit de vote de RCI (les « actions de catégorie A ») et les actions de catégorie B sans droit de vote en circulation. Le 22 janvier 2020, le conseil d'administration a déclaré un dividende de 0,50 \$ par action de catégorie A et par action de catégorie B sans droit de vote, payable le 1^{er} avril 2020 aux actionnaires inscrits le 10 mars 2020.

Date de déclaration	Date de clôture des registres	Date de versement	Dividende par action (en \$)	Dividendes payés (en millions de dollars)
24 janvier 2019	12 mars 2019	1 ^{er} avril 2019	0,50	257
17 avril 2019	10 juin 2019	2 juillet 2019	0,50	256
5 juin 2019	9 septembre 2019	1 ^{er} octobre 2019	0,50	256
22 octobre 2019	11 décembre 2019	2 janvier 2020	0,50	253
25 janvier 2018	12 mars 2018	3 avril 2018	0,48	247
19 avril 2018	11 juin 2018	3 juillet 2018	0,48	247
15 août 2018	14 septembre 2018	3 octobre 2018	0,48	247
19 octobre 2018	11 décembre 2018	3 janvier 2019	0,48	247

Flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2019	2018 (chiffres retraités) ¹	Variation en %	2019	2018 (chiffres retraités) ¹	Variation en %
BAIIA ajusté ²	1 530	1 521	1	6 212	5 983	4
Déduire :						
Dépenses d'investissement ³	791	828	(4)	2 807	2 790	1
Intérêts sur les emprunts, déduction faite des intérêts inscrits à l'actif	187	168	11	727	689	6
Impôt sur le résultat en trésorerie ⁴	55	54	2	400	370	8
Flux de trésorerie disponibles ^{1, 2}	497	471	6	2 278	2 134	7

¹ À compter du 1^{er} janvier 2019, nous avons redéfini les flux de trésorerie disponibles. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements.

² Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

³ Comprennent les entrées d'immobilisations corporelles, déduction faite du produit de la sortie, et ne tiennent pas compte des dépenses liées aux licences d'utilisation de spectre ni des entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation.

⁴ L'impôt sur le résultat en trésorerie est présenté après déduction des remboursements reçus.

Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté pour le trimestre considéré, essentiellement grâce à la diminution des dépenses d'investissement et à l'augmentation du BAIIA ajusté, en partie contrebalancées par la hausse des intérêts sur les emprunts.

Situation financière

Les tableaux ci-après et les paragraphes qui les accompagnent résument l'ensemble des liquidités disponibles aux termes de notre trésorerie et de nos équivalents de trésorerie, de nos facilités de crédit bancaire, de nos lettres de crédit et de nos emprunts à court terme au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018.

Au 31 décembre 2019 (en millions de dollars)	Montant total disponible	Montant prélevé	Lettres de crédit	Programme de papier commercial en dollars américains	Montant net disponible
Facilités de crédit bancaire					
Renouvelable	3 200	–	8	1 593	1 599
Lettres de crédit en cours	101	–	101	–	–
Total des facilités de crédit bancaire	3 301	–	109	1 593	1 599
Titrisation de débiteurs	1 050	650	–	–	400
Trésorerie et équivalents de trésorerie	494	–	–	–	494
Total	4 845	650	109	1 593	2 493

Au 31 décembre 2018 (en millions de dollars)	Montant total disponible	Montant prélevé	Lettres de crédit	Programme de papier commercial en dollars américains	Montant net disponible
Facilités de crédit bancaire					
Renouvelable	3 200	–	9	1 605	1 586
Lettres de crédit en cours	982	–	982	–	–
Total des facilités de crédit bancaire	4 182	–	991	1 605	1 586
Titrisation de débiteurs	1 050	650	–	–	400
Trésorerie et équivalents de trésorerie	405	–	–	–	405
Total	5 637	650	991	1 605	2 391

En plus des sources de liquidités disponibles mentionnées ci-dessus, nous détenons 1 831 millions de dollars de titres négociables de sociétés cotées en bourse au 31 décembre 2019 (1 051 millions de dollars au 31 décembre 2018).

Coût moyen pondéré des emprunts

Le coût moyen pondéré de nos emprunts se chiffrait à 4,30 % au 31 décembre 2019 (4,45 % au 31 décembre 2018) et le terme moyen pondéré à l'échéance était de 14,1 années (10,7 années au 31 décembre 2018).

Notations de crédit

Le tableau suivant présente les notations de crédit des débetures et billets de premier rang en circulation de RCI (long terme) et du papier commercial libellé en dollars américains (court terme) au 31 décembre 2019.

Émission	Standard & Poor's	Moody's	Fitch
Cote de risque financier d'entreprise ¹	BBB+ avec perspective stable	Baa1 avec perspective stable	BBB+ avec perspective stable
Dette de premier rang non garantie ¹	BBB+ avec perspective stable	Baa1 avec perspective stable	BBB+ avec perspective stable
Papier commercial libellé en dollars américains ¹	A-2	P-2	s. o. ²

¹ Notation inchangée pour le trimestre.

² Nous n'avons pas demandé à Fitch de noter nos obligations à court terme.

Dette nette ajustée et ratio d'endettement

Nous utilisons la dette nette ajustée et le ratio d'endettement pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital. La dette nette ajustée comprend la dette à long terme, les actifs ou passifs nets au titre des dérivés liés à la dette, les emprunts à court terme, les obligations locatives (depuis le 1^{er} janvier 2019) et la trésorerie et les équivalents de trésorerie ou les avances bancaires.

	Au 31 décembre	Au 1 ^{er} janvier	Au 31 décembre
(en millions de dollars, sauf les ratios)	2019	2019	2018
Dette à long terme ¹	16 130	14 404	14 404
Actifs nets au titre des dérivés liés à la dette évalués sans ajustement lié au risque de crédit ²	(1 414)	(1 448)	(1 448)
Emprunts à court terme	2 238	2 255	2 255
Obligations locatives ³	1 725	1 545	–
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(494)	(405)	(405)
Dette nette ajustée ⁴	18 185	16 351	14 806
Divisée par : BAIIA ajusté des 12 derniers mois ⁴	6 212	6 157	5 983
Ratio d'endettement ⁴	2,9	2,7	2,5

¹ Compte tenu de la partie courante et de la partie à long terme de la dette à long terme, compte non tenu des coûts de transaction différés et des escomptes. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Rapprochement de la dette nette ajustée et du ratio d'endettement » de la section « Mesures non conformes aux PCGR » pour connaître le mode de calcul de ce montant.

² Nous estimons qu'il est souvent d'usage d'inclure dans le calcul de la dette nette ajustée et du ratio d'endettement les dérivés liés à la dette évalués sans ajustement lié au risque de crédit pour évaluer le niveau d'endettement de même qu'aux fins de l'évaluation à la valeur de marché et de l'exécution de transactions.

³ Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques » pour obtenir un complément d'information.

⁴ La dette nette ajustée, le BAIIA ajusté et le ratio d'endettement sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

Par suite de l'adoption de l'IFRS 16 à compter du 1^{er} janvier 2019, nous avons modifié notre définition de la dette nette ajustée, de sorte qu'elle comprend maintenant le total de la « partie courante des obligations locatives » et des « obligations locatives ». Nous croyons que l'ajout du total des obligations locatives à la dette nette ajustée est approprié, parce que ces obligations représentent les paiements que nous nous sommes contractuellement engagés à effectuer et que les paiements en question ont été enlevés de notre calcul du BAIIA ajusté en raison de cette modification comptable.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

En avril 2019, la Bourse de Toronto a accepté un avis indiquant notre intention d'entreprendre une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (l'« offre publique de rachat de 2019 »), qui nous donne la possibilité de racheter, pendant la période de douze mois allant du 24 avril 2019 au 23 avril 2020, le moindre de 35,7 millions d'actions de catégorie B sans droit de vote et du nombre d'actions de catégorie B sans droit de vote qui peuvent être achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat de 2019 pour un prix d'achat global de 500 millions de dollars. Les porteurs de titres de Rogers peuvent obtenir un exemplaire de cet avis, sans frais, en communiquant avec nous.

En avril 2018, la Bourse de Toronto avait accepté un avis indiquant notre intention d'entreprendre une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (l'« offre publique de rachat de 2018 »), qui nous donnait la possibilité de racheter, pendant la période de douze mois allant du 24 avril 2018 au 23 avril 2019, le moindre de 35,8 millions d'actions de catégorie B sans droit de vote et du nombre d'actions de catégorie B sans droit de vote pouvant être achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour un prix d'achat global de 500 millions de dollars. Nous n'avons racheté aucune action au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

En 2019, nous avons acheté 9,9 millions d'actions aux termes de nos programmes de rachat dans le cours normal des activités, pour 655 millions de dollars. Dans le cadre de l'offre publique de rachat de 2019, nous avons procédé au rachat, aux fins d'annulation, de 7,7 millions d'actions de catégorie B sans droit de vote, d'une valeur de 500 millions de dollars, soit la quantité maximale autorisée aux termes de l'offre publique de rachat de 2019. En 2019, dans le cadre de l'offre publique de rachat de 2018, nous avons procédé au rachat, aux fins d'annulation, de 2,2 millions d'actions de catégorie B sans droit de vote, d'une valeur de 155 millions de dollars.

Actions ordinaires en circulation

	Au 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2018
Actions ordinaires en circulation ¹		
Actions de catégorie A avec droit de vote	111 154 811	111 155 637
Actions de catégorie B sans droit de vote	393 770 507	403 657 038
Total des actions ordinaires	504 925 318	514 812 675
Options d'achat d'actions de catégorie B sans droit de vote		
Options en circulation	3 154 795	2 719 612
Options en circulation exerçables	993 645	1 059 590

¹ Les porteurs de nos actions de catégorie B sans droit de vote ont le droit d'être convoqués à toute assemblée des actionnaires et d'y assister; toutefois, sauf dans la mesure prévue par la législation ou les règlements de marchés boursiers, ils n'ont pas de droit de vote lors d'une telle assemblée. Si une offre est déposée en vue d'acheter les actions de catégorie A en circulation, aucune exigence en vertu de la législation applicable ou de nos actes constitutifs ne stipule qu'une offre doit être faite à l'égard des actions de catégorie B sans droit de vote en circulation et il n'y a aucune clause de protection à l'intention des actionnaires aux termes de nos actes constitutifs. Si une offre est déposée en vue d'acheter des actions des deux catégories d'actions, les modalités de l'offre peuvent être différentes pour les actions de catégorie A de celles pour les actions de catégorie B sans droit de vote.

Gestion des risques financiers

La présente section doit être lue en parallèle avec la rubrique « Gestion des risques financiers » de notre rapport de gestion annuel de 2018. Nous avons recours à des instruments dérivés pour gérer les risques financiers liés à nos activités commerciales. Nous avons recours à des instruments dérivés aux seules fins de la gestion des risques, et non pas à des fins de spéculation. Nous gérons également notre exposition aux taux d'intérêt fixes et variables et, au 31 décembre 2019, nous avons fixé un taux d'intérêt sur 87,2 % de l'encours de notre dette, y compris les emprunts à court terme (85,3 % au 31 décembre 2018).

Dérivés liés à la dette

Nous avons recours à des swaps de devises et de taux d'intérêt (« dérivés liés à la dette ») pour gérer les risques liés à la fluctuation des cours de change relativement à nos débentures et billets de premier rang libellés en dollars américains, à nos obligations locatives, aux montants prélevés sur nos facilités de crédit libellées en dollars américains et à nos emprunts sur papier commercial libellé en dollars américains. Nous désignons les dérivés liés à la dette afférents à nos débentures et billets de premier rang et à nos obligations locatives comme des couvertures à des fins comptables afin de couvrir le risque de change relatif à des instruments d'emprunt spécifiques. Les dérivés liés à la dette se rapportant aux montants prélevés sur nos facilités de crédit et à nos emprunts sur papier commercial libellé en dollars américains n'ont pas été désignés comme couvertures à des fins comptables.

Facilités de crédit et programme de papier commercial libellé en dollars américains

Les tableaux ci-après présentent un résumé des dérivés liés à la dette que nous avons conclus et réglés relativement à nos facilités de crédit et à notre programme de papier commercial libellé en dollars américains au cours des trimestres et des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 31 décembre 2019			Exercice clos le 31 décembre 2019		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
<i>Facilités de crédit</i>						
Dérivés liés à la dette conclus	-	-	-	420	1,34	561
Dérivés liés à la dette réglés	-	-	-	420	1,34	564
Montant net en trésorerie reçu			-			3
<i>Programme de papier commercial libellé en dollars américains</i>						
Dérivés liés à la dette conclus	2 851	1,32	3 766	12 897	1,33	17 127
Dérivés liés à la dette réglés	2 426	1,32	3 204	12 847	1,33	17 069
Montant net en trésorerie reçu (payé)			5			(13)

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 31 décembre 2018			Exercice clos le 31 décembre 2018		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
<i>Facilités de crédit</i>						
Dérivés liés à la dette conclus	-	-	-	125	1,26	157
Dérivés liés à la dette réglés	-	-	-	125	1,26	157
Montant net en trésorerie (payé) reçu			-			(1)
<i>Programme de papier commercial libellé en dollars américains</i>						
Dérivés liés à la dette conclus	3 826	1,31	5 025	15 262	1,29	19 751
Dérivés liés à la dette réglés	3 620	1,31	4 735	14 833	1,29	19 148
Montant net en trésorerie reçu			26			63

Au 31 décembre 2019, le montant notionnel de nos dérivés liés à la dette en cours se rapportant à notre programme de papier commercial libellé en dollars américains s'élevait à 1 226 millions de dollars américains (1 178 millions de dollars américains au 31 décembre 2018).

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés à la dette.

Billets de premier rang

Le tableau ci-après présente un résumé des dérivés liés à la dette que nous avons conclus et réglés relativement à nos billets de premier rang au cours des trimestres et des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018.

(en millions de dollars, sauf les taux d'intérêt)	\$ US			Incidence de la couverture	
	Montant du principal/montant notionnel (en \$ US)	Date d'échéance	Taux d'intérêt nominal	Taux d'intérêt couvert fixe (en \$ CA) ¹	Équivalent (en \$ CA)
Entrée en vigueur					
<i>Émissions de 2019</i>					
30 avril 2019	1 250	2049	4,350 %	4,173 %	1 676
12 novembre 2019	1 000	2049	3,700 %	3,996 %	1 308
<i>Émissions de 2018</i>					
8 février 2018	750	2048	4,300 %	4,193 %	938

¹ Conversion d'un taux d'intérêt nominal fixe libellé en \$ US en un taux moyen pondéré fixe libellé en \$ CA.

Nous n'avons réglé aucun dérivé lié à la dette se rapportant à nos billets de premier rang au cours du trimestre considéré.

Obligations locatives

Au cours du trimestre considéré, nous avons conclu des dérivés liés à la dette se rapportant à nos obligations locatives en vigueur d'un montant notionnel de 70 millions de dollars américains (91 millions de dollars) selon un taux de change moyen de 1,32 \$ pour 1 \$ US. Les dérivés arriveront à échéance mensuellement au cours des 36 prochains mois. Nous n'avons réglé aucun dérivé lié à la dette se rapportant à nos obligations locatives au cours du trimestre considéré.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés à la dette.

Contrats à terme sur obligations

Nous avons eu recours à l'occasion aux dérivés liés aux contrats à terme sur obligations (les « contrats à terme sur obligations ») pour couvrir le risque de taux d'intérêt sur les billets de premier rang que nous prévoyions émettre dans l'avenir.

Au cours du quatrième trimestre de 2018, une fois que nous avons déterminé qu'il nous serait impossible d'exercer les contrats à terme sur obligations en cours s'élevant à un montant notionnel de 900 millions de dollars dans le respect de la période désignée, nous avons mis fin à la comptabilité de couverture et avons reclassé une perte de 21 millions de dollars, de la réserve de couverture comprise dans les capitaux propres aux charges financières dans le poste « Variation de la juste valeur des instruments dérivés ». Par la suite, nous avons prolongé la durée des contrats à terme sur obligations et les avons désignés à nouveau comme couvertures efficaces.

Nous n'avons ni conclu ni réglé de contrats à terme sur obligations au cours du trimestre considéré. Au 31 décembre 2019, nous n'avons aucun contrat à terme sur obligations en cours. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos contrats à terme sur obligations.

Dérivés liés aux dépenses

Nous avons recours à des contrats de change à terme (les « dérivés liés aux dépenses ») afin de gérer le risque de change inhérent à nos activités en désignant ces dérivés comme couvertures à des fins comptables à l'égard de certaines dépenses opérationnelles et dépenses d'investissement attendues.

Les tableaux ci-dessous présentent les dérivés liés aux dépenses que nous avons conclus ou réglés au cours des trimestres et des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 31 décembre 2019			Exercice clos le 31 décembre 2019		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Dérivés liés aux dépenses conclus	30	1,30	39	810	1,32	1 070
Dérivés liés aux dépenses réglés	210	1,24	261	900	1,25	1 124

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 31 décembre 2018			Exercice clos le 31 décembre 2018		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Dérivés liés aux dépenses conclus	–	–	–	720	1,24	896
Dérivés liés aux dépenses réglés	210	1,30	274	840	1,30	1 093

Au 31 décembre 2019, nos dérivés liés aux dépenses en cours s'élevaient à un montant notionnel de 990 millions de dollars américains (1 080 millions de dollars américains au 31 décembre 2018), venaient à échéance de janvier 2020 à décembre 2021 (de janvier 2019 à décembre 2020 au 31 décembre 2018) et le cours de change moyen s'établissait à 1,30 \$ CA/1 \$ US (1,24 \$ CA/1 \$ US au 31 décembre 2018).

Se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés aux dépenses.

Dérivés liés aux capitaux propres

Nous avons recours aux dérivés liés à la rémunération fondée sur des actions (les « dérivés liés aux capitaux propres ») pour couvrir le risque d'appréciation des cours des actions de catégorie B sans droit de vote attribuées dans le cadre de nos programmes de rémunération fondée sur des actions. Au 31 décembre 2019, nous avons des dérivés liés aux capitaux propres en cours à l'égard de 4,3 millions d'actions de catégorie B sans droit de vote (5,0 millions en 2018) assorties d'un cours moyen pondéré de 51,76 \$ (51,54 \$ en 2018). Ces dérivés n'ont pas été désignés comme couvertures à des fins comptables. Nous comptabilisons toute variation de leur juste valeur en tant que charge au titre de la rémunération fondée sur des actions et cela contrebalance en grande partie l'incidence des fluctuations du cours des actions de catégorie B sans droit de vote sur la valeur accumulée du passif au titre de la rémunération fondée sur des actions lié aux programmes de rémunération fondée sur des actions.

Au cours du trimestre considéré, nous n'avons ni conclu ni réglé de dérivés liés aux capitaux propres. Se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés aux capitaux propres.

Évaluation à la valeur de marché

Nous comptabilisons nos dérivés selon leur évaluation à la valeur de marché estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit et calculée conformément aux IFRS.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Au 31 décembre 2019			
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Juste valeur (en \$ CA)
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	5 800	1,1357	6 587	1 508
En passifs	2 570	1,3263	3 409	(96)
Dérivés liés à la dette à court terme non comptabilisés comme des couvertures				
En passifs	1 223	1,3227	1 618	(29)
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette représentant un actif				1 383
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	270	1,2391	335	16
En passifs	720	1,3228	952	(15)
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette représentant un actif				1
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures				
En actifs	–	–	223	55
Position nette évaluée à la valeur de marché représentant un actif				1 439
<hr/>				
(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Au 31 décembre 2018			
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Juste valeur (en \$ CA)
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	5 500	1,1243	6 184	1 354
En passifs	550	1,3389	736	(22)
Dérivés liés à la dette à court terme non comptabilisés comme des couvertures				
En actifs	1 178	1,3276	1 564	41
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette représentant un actif				1 373
Contrats à terme sur obligations comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En passifs	–	–	900	(87)
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	1 080	1,2413	1 341	122
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés aux dépenses représentant un actif				122
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures				
En actifs	–	–	258	92
Position nette évaluée à la valeur de marché représentant un actif				1 500

Estimations et méthodes comptables critiques

Notre rapport de gestion annuel de 2018, ainsi que nos états financiers consolidés audités annuels de 2018 et les notes y afférentes, présentent une analyse des estimations et méthodes comptables qui sont critiques pour l'appréciation de nos activités commerciales et de nos résultats opérationnels.

Nouvelles prises de position en comptabilité adoptées en 2019

IFRS 16

Au 1^{er} janvier 2019, nous avons adopté l'IFRS 16, qui annule et remplace les normes comptables précédentes visant les contrats de location, notamment l'IAS 17, *Contrats de location* (l'« IAS 17 ») et l'IFRIC 4, *Déterminer si un accord contient un contrat de location* (l'« IFRIC 4 »).

L'IFRS 16 instaure un modèle unique de comptabilisation pour les preneurs. En règle générale, un preneur doit comptabiliser, dans son état de la situation financière, un actif au titre du droit d'utilisation, qui représentera son droit d'utiliser l'actif loué sous-jacent, et une obligation locative, qui représentera son obligation de faire des paiements de location. Par suite de l'adoption de l'IFRS 16, nous avons comptabilisé une augmentation considérable des actifs et des passifs dans notre état consolidé de la situation financière, ainsi qu'une baisse des coûts opérationnels (rendant compte du retrait des charges au titre des contrats de location), une augmentation des amortissements (occasionnée par l'amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation), et une hausse des charges financières (imputable à l'accroissement de l'obligation locative). Pour les bailleurs, le traitement comptable reste pratiquement le même qu'aux termes de l'IAS 17.

Nous avons comptabilisé l'effet cumulatif de la première application de l'IFRS 16 à titre d'ajustement des résultats non distribués dans les capitaux propres au 1^{er} janvier 2019. Nous n'avons pas retraité les chiffres comparatifs de 2018. Lors de la transition, nous nous sommes prévalus de la mesure de simplification prévoyant que nous pouvions maintenir nos évaluations de contrats de location faites selon l'IAS 17 et l'IFRIC 4 pour les contrats existants. Par conséquent, la définition d'un contrat de location de l'IFRS 16 n'a été appliquée qu'aux contrats conclus ou modifiés après le 1^{er} janvier 2019.

Dans le cas des contrats de location qui avaient été classés en tant que contrats de location simple aux termes de l'IAS 17, les obligations locatives, au moment de la transition, ont été évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyers restants, déterminée à l'aide du taux d'emprunt marginal connexe au 1^{er} janvier 2019. De façon générale, les actifs au titre de droits d'utilisation, au moment de la transition, ont été évalués au montant des obligations locatives correspondantes, ajusté du montant des loyers payés d'avance ou à payer relativement au contrat de location en question. Dans le cas de certains contrats de location à l'égard desquels l'information est disponible, nous avons choisi d'évaluer les actifs au titre de droits d'utilisation à leur valeur comptable comme si l'IFRS 16 avait été appliquée depuis la date de début du contrat de location selon le taux d'emprunt marginal connexe pour la durée résiduelle du contrat de location au 1^{er} janvier 2019.

Lorsque nous avons appliqué l'IFRS 16 à des contrats de location antérieurement classés en tant que contrats de location simple, nous nous sommes prévalus des mesures de simplification suivantes :

- appliquer un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location présentant des caractéristiques similaires;
- exclure les coûts directs initiaux de l'évaluation de l'actif au titre du droit d'utilisation au 1^{er} janvier 2019;
- utiliser des connaissances acquises a posteriori pour déterminer la durée d'un contrat de location qui contient des options d'achat, de prolongation ou de résiliation;
- nous appuyer sur l'évaluation faite en appliquant l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, au 31 décembre 2018, pour déterminer si des contrats étaient déficitaires au lieu d'effectuer un test de dépréciation des actifs au titre de droits d'utilisation.

Nous avons choisi de ne pas séparer les composantes non locatives fixes des composantes locatives, mais plutôt de comptabiliser chaque composante locative et les composantes non locatives fixes qui s'y rattachent comme une seule composante de nature locative. Nous ne nous sommes pas prévalus des exemptions relatives à la comptabilisation des contrats de location à court terme ou de faible valeur au moment de la transition; cependant, nous pourrions choisir dans l'avenir de nous prévaloir des exemptions relatives à la comptabilisation : catégorie par catégorie pour les nouvelles catégories de contrats à court terme et contrat par contrat pour les contrats de faible valeur.

Il n'y a pas eu d'incidences importantes dans le cas des contrats de location pour lesquels nous sommes le bailleur.

Effet de la transition à l'IFRS 16

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des ajustements découlant de l'IFRS 16 apportés à certaines des principales mesures financières présentées dans notre état consolidé de la situation financière au 1^{er} janvier 2019.

(en millions de dollars)	Note	Chiffres présentés au 31 décembre 2018 ¹	Effet de la transition à l'IFRS 16	Après la transition au 1 ^{er} janvier 2019
Actifs				
Actifs courants				
Autres actifs courants		459	(23)	436
Actifs courants restants		4 429	–	4 429
Total des actifs courants		4 888	(23)	4 865
Immobilisations corporelles	<i>i</i>	11 780	1 481	13 261
Actifs à long terme restants		15 250	–	15 250
Total des actifs		31 918	1 458	33 376
Passifs et capitaux propres				
Passifs courants				
Créditeurs et charges à payer		3 052	(55)	2 997
Partie courante des obligations locatives	<i>i</i>	–	190	190
Passifs courants restants		3 784	–	3 784
Total des passifs courants		6 836	135	6 971
Obligations locatives	<i>i</i>	–	1 355	1 355
Passifs d'impôt différé		2 910	(9)	2 901
Passifs à long terme restants		13 993	–	13 993
Total des passifs		23 739	1 481	25 220
Capitaux propres		8 179	(23)	8 156
Total des passifs et des capitaux propres		31 918	1 458	33 376

¹ Nous avons reclassé un montant de 23 millions de dollars se rapportant aux créances liées au financement d'appareils, ce dernier étant passé du poste « Actifs courants restants » au poste « Autres actifs courants ».

i) Actifs au titre de droits d'utilisation et obligations locatives

À la date de début de la location, soit le 1^{er} janvier 2019 aux fins de notre adoption, nous avons comptabilisé un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative à l'égard de tous les contrats de location existants. L'obligation locative a été évaluée initialement à la valeur actualisée des paiements de loyers qui n'auront pas encore été versés à la date de début. Les paiements de loyers pris en compte dans l'évaluation de l'obligation locative comprennent :

- les paiements fixes, y compris en substance;
- les paiements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux;
- les sommes qui devraient être payables au titre d'une garantie de valeur résiduelle;

- le prix d'exercice de l'option d'achat que nous avons la certitude raisonnable d'exercer, les paiements de loyers effectués lors d'une période de renouvellement optionnel si nous avons la certitude raisonnable d'exercer une option de prolongation, et les pénalités en cas de résiliation anticipée d'un contrat de location, à moins que nous ayons la certitude raisonnable que nous ne résilierons pas le contrat de manière anticipée.

Après la transition, l'actif au titre du droit d'utilisation sera évalué initialement à son coût, qui se compose des éléments suivants :

- le montant initial de l'obligation locative, ajusté pour tenir compte des loyers payés à la date de début ou avant celle-ci;
- plus les coûts directs initiaux engagés;
- une estimation des coûts liés au démantèlement et à l'enlèvement du bien sous-jacent ou à la restauration du lieu;
- déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus.

De façon générale, l'actif au titre du droit d'utilisation est amorti selon le mode linéaire sur la durée du contrat, à moins que nous prévoyions devenir propriétaires de l'actif à la fin du contrat de location. La durée du contrat comprend ce qui suit :

- le temps pour lequel le contrat de location est non résiliable;
- les périodes visées par toute option de prolongation du contrat de location que nous avons la certitude raisonnable d'exercer;
- les périodes visées par toute option de résiliation du contrat de location que nous avons la certitude raisonnable de ne pas exercer.

Indicateurs clés de performance

Nous mesurons le succès de notre stratégie à l'aide d'un certain nombre d'indicateurs clés de performance, qui sont définis et analysés dans notre rapport de gestion annuel de 2018 et dans le présent communiqué. La Société estime que ces indicateurs clés de performance lui permettent de mesurer adéquatement sa performance par rapport à sa stratégie opérationnelle et par rapport aux résultats de ses pairs et de ses concurrents. Ces indicateurs ne sont pas des mesures conformes aux IFRS et ne doivent pas être considérés comme des substituts au bénéfice net ni à tout autre indicateur de performance conforme aux IFRS. Ces indicateurs sont les suivants :

- les nombres d'abonnés,
 - le nombre d'abonnés de Sans-fil,
 - le nombre d'abonnés de Cable,
 - le nombre de foyers branchés (Cable),
- le taux d'attrition des abonnés,
- le montant facturé moyen par abonné (« MFMPA ») mixte,
- les produits moyens par abonné (« PMPA ») mixtes,
- l'intensité du capital,
- le total des produits tirés des services.

Mesures non conformes aux PCGR

La Société a recours aux mesures non conformes aux PCGR suivantes, qui sont revues périodiquement par la direction et le conseil d'administration, pour évaluer la performance de la Société et prendre des décisions au sujet des activités courantes de la Société et de sa capacité à générer des flux de trésorerie. Ces mesures, en totalité ou en partie, peuvent également être utilisées par les investisseurs, les institutions prêteuses et les agences de notation à titre d'indicateurs de la performance opérationnelle de la Société, de sa capacité à contracter ou à rembourser des emprunts et à titre de mesures d'évaluation des entreprises œuvrant dans le secteur des télécommunications. Ces mesures ne sont pas des mesures conformes aux PCGR et n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine.

Mesure non conforme aux PCGR	Raison de son utilisation	Calcul	Mesure financière la plus comparable en IFRS
BAlIA ajusté Marge du BAlIA ajusté	<ul style="list-style-type: none"> Pour évaluer la performance de nos activités et pour prendre des décisions à l'égard des activités courantes de l'entreprise et de la capacité à générer des flux de trésorerie. Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent le BAlIA ajusté pour mesurer notre capacité à rembourser nos emprunts et à honorer nos autres obligations de paiement. Nous l'utilisons également à titre de composante du calcul de la rémunération incitative à court terme de tous les membres du personnel de direction. 	<p>BAlIA ajusté :</p> <p>Bénéfice net</p> <p>Plus (moins) les éléments suivants</p> <p>Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat, charges financières, amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, autres charges (produits), frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, et perte (profit) sur la sortie d'immobilisations corporelles.</p> <p>Marge du BAlIA ajusté :</p> <p>BAlIA ajusté</p> <p>Divisé par l'élément suivant</p> <p>Produits</p>	Bénéfice net
Résultat net ajusté Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté	<ul style="list-style-type: none"> Pour évaluer la performance de nos activités compte non tenu de l'incidence des éléments précédents puisque ceux-ci nuisent à la comparabilité de nos résultats financiers et pourraient fausser l'analyse des tendances relatives à la performance de nos activités. Exclure ces éléments ne signifie pas qu'ils ne sont pas récurrents. 	<p>Bénéfice net ajusté :</p> <p>Bénéfice net</p> <p>Plus (moins) les éléments suivants</p> <p>Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, perte (recouvrement) sur la vente ou la liquidation de placements, perte (profit) sur la sortie d'immobilisations corporelles, (profit) sur les acquisitions, perte sur les obligations d'achat liées à la participation ne donnant pas le contrôle, perte liée aux remboursements sur la dette à long terme, perte sur les dérivés liés aux contrats à terme sur obligations et ajustements d'impôt sur le résultat liés à ces éléments, y compris les ajustements liés aux modifications législatives.</p> <p>Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté :</p> <p>Résultat net ajusté et résultat net ajusté incluant l'effet dilutif de la rémunération fondée sur des actions</p> <p>Divisé par l'élément suivant</p> <p>Nombre moyen pondéré d'actions en circulation, avant et après dilution</p>	Bénéfice net Bénéfice de base et dilué par action
Flux de trésorerie disponibles ¹	<ul style="list-style-type: none"> Pour faire état du montant en trésorerie disponible aux fins de remboursement de la dette ou de réinvestissement dans la Société, ce qui est un indicateur important de la solidité et de la performance financières de notre entreprise. Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent les flux de trésorerie disponibles pour évaluer une entreprise et ses actifs sous-jacents. 	<p>BAlIA ajusté</p> <p>Moins les éléments suivants</p> <p>Dépenses d'investissement, intérêts sur les emprunts déduction faite des intérêts inscrits à l'actif et impôt sur le résultat en trésorerie.</p>	Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles

Mesure non conforme aux PCGR	Raison de son utilisation	Calcul	Mesure financière la plus comparable en IFRS
Dettes nette ajustée	<ul style="list-style-type: none"> Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions en lien avec la structure du capital. Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de la Société et à évaluer notre endettement. 	Total de la dette à long terme Plus (moins) les éléments suivants Partie courante de la dette à long terme, coûts de transaction et escomptes différés, (actifs) passifs nets au titre des dérivés liés à la dette, ajustement lié au risque de crédit relativement à la position nette au titre des dérivés liés à la dette, partie courante des obligations locatives, obligations locatives, avances bancaires (trésorerie et équivalents de trésorerie) et emprunts à court terme.	Dettes à long terme
Ratio d'endettement	<ul style="list-style-type: none"> Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital. Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de la Société et à évaluer notre endettement. 	Dettes nette ajustée (selon la définition fournie ci-dessus) Divisée par l'élément suivant BAIIA ajusté des 12 derniers mois (selon la définition fournie ci-dessus).	Dettes à long terme divisée par le bénéfice net

¹ À compter du 1^{er} janvier 2019, nous avons redéfini les flux de trésorerie disponibles de sorte que nous n'effectuons plus d'ajustement pour tenir compte de la « variation nette des soldes des actifs sur contrat et des actifs différés au titre des commissions ». Nous avons redéfini les flux de trésorerie disponibles afin de rendre cette mesure plus simple; nous sommes d'avis que ce changement facilitera notre comparaison avec les autres joueurs de l'industrie.

Rapprochement du BAIIA ajusté

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2019	2018	2019	2018
Bénéfice net	468	502	2 043	2 059
Ajouter :				
Charge d'impôt sur le résultat	168	182	712	758
Charges financières	230	205	840	793
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	638	564	2 488	2 211
BAIIA	1 504	1 453	6 083	5 821
Ajouter (déduire) :				
Autres produits	(12)	(26)	(10)	(32)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	38	94	139	210
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	-	-	-	(16)
BAIIA ajusté	1 530	1 521	6 212	5 983

Rapprochement de la marge du BAIIA ajusté

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2019	2018	2019	2018
BAIIA ajusté	1 530	1 521	6 212	5 983
Diviser par : total des produits	3 952	3 938	15 073	15 096
Marge du BAIIA ajusté	38,7 %	38,6 %	41,2 %	39,6 %

Rapprochement du résultat net ajusté

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2019	2018	2019	2018
Bénéfice net	468	502	2 043	2 059
Ajouter (déduire) :				
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	38	94	139	210
Perte sur les dérivés liés aux contrats à terme sur obligations	–	21	–	21
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	–	–	–	(16)
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	19	–	19	28
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	(14)	(32)	(43)	(61)
Ajustement d'impôt sur le résultat, modification des lois fiscales	–	–	(23)	–
Résultat net ajusté	511	585	2 135	2 241

Rapprochement du résultat par action ajusté

(en millions de dollars, sauf les montants par action, et le nombre d'actions en circulation, en millions)	Trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2019	2018	2019	2018
Résultat par action de base ajusté :				
Résultat net ajusté	511	585	2 135	2 241
Diviser par :				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	509	515	512	515
Résultat par action de base ajusté	1,00 \$	1,14 \$	4,17 \$	4,35 \$
Résultat par action dilué ajusté :				
Résultat net ajusté dilué	511	585	2 129	2 239
Diviser par :				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation après dilution	510	517	513	516
Résultat par action dilué ajusté	1,00 \$	1,13 \$	4,15 \$	4,34 \$

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2019	2018 (chiffres retraités) ¹	2019	2018 (chiffres retraités) ¹
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 166	1 051	4 526	4 288
Ajouter (déduire) :				
Dépenses d'investissement	(791)	(828)	(2 807)	(2 790)
Intérêts sur les emprunts, déduction faite des intérêts inscrits à l'actif	(187)	(168)	(727)	(689)
Intérêts payés	198	151	779	726
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	38	94	139	210
Amortissement des droits de diffusion	(19)	(19)	(77)	(58)
Variation nette des soldes des actifs sur contrat	149	186	204	354
Variation nette des soldes des créances liées au financement	60	–	84	–
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	(129)	42	138	114
Autres ajustements	12	(38)	19	(21)
Flux de trésorerie disponibles	497	471	2 278	2 134

¹ À compter du 1^{er} janvier 2019, nous avons redéfini les flux de trésorerie disponibles de sorte que nous n'effectuons plus d'ajustement pour tenir compte de la « variation nette des soldes des actifs sur contrat et des actifs différés au titre des commissions ». Nous avons redéfini les flux de trésorerie disponibles afin de rendre cette mesure plus simple; nous sommes d'avis que ce changement facilitera notre comparaison avec les autres joueurs de l'industrie.

Rapprochement de la dette nette ajustée et du ratio d'endettement

(en millions de dollars)	Au	Au	Au
	31 décembre	1 ^{er} janvier	31 décembre
	2019	2019	2018
Partie courante de la dette à long terme	–	900	900
Dette à long terme	15 967	13 390	13 390
Coûts de transaction et escomptes différés	163	114	114
	16 130	14 404	14 404
Ajouter (déduire) :			
Actifs nets au titre des dérivés liés à la dette	(1 383)	(1 373)	(1 373)
Ajustement lié au risque de crédit relativement aux actifs nets au titre des dérivés liés à la dette	(31)	(75)	(75)
Emprunts à court terme	2 238	2 255	2 255
Partie courante des obligations locatives	230	190	–
Obligations locatives	1 495	1 355	–
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(494)	(405)	(405)
Dette nette ajustée	18 185	16 351	14 806

(en millions de dollars, sauf les ratios)	Au	Au	Au
	31 décembre	1 ^{er} janvier	31 décembre
	2019	2019	2018
Dette nette ajustée	18 185	16 351	14 806
Diviser par : BAIIA ajusté des 12 derniers mois	6 212	6 157	5 983
Ratio d'endettement	2,9	2,7	2,5

Par suite de l'adoption de l'IFRS 16 à compter du 1^{er} janvier 2019, nous avons modifié notre définition de la dette nette ajustée, de sorte qu'elle comprend maintenant le total de la « partie courante des obligations locatives » et des « obligations locatives ». Nous croyons que l'ajout du total des obligations locatives à la dette nette ajustée est approprié, parce que ces obligations représentent les paiements que nous nous sommes contractuellement engagés à effectuer et que les paiements en question ont été enlevés de notre calcul du BAIIA ajusté en raison de cette modification comptable.

Autres renseignements

Résultats financiers consolidés - sommaire trimestriel

Le tableau ci-après présente un résumé de nos résultats consolidés pour les huit derniers trimestres.

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2019				2018 ¹			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits								
Sans-fil	2 493	2 324	2 244	2 189	2 464	2 331	2 214	2 191
Cable	987	994	997	976	989	983	991	969
Media	530	483	591	468	540	488	608	532
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(58)	(47)	(52)	(46)	(55)	(33)	(57)	(59)
Total des produits	3 952	3 754	3 780	3 587	3 938	3 769	3 756	3 633
Total des produits tirés des services ²	3 244	3 233	3 345	3 143	3 276	3 271	3 300	3 127
BAIIA ajusté ³								
Sans-fil	1 064	1 138	1 128	1 015	1 028	1 099	1 029	934
Cable	497	499	478	445	489	490	462	433
Media	22	130	72	(84)	40	73	60	23
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(53)	(55)	(43)	(41)	(36)	(42)	(47)	(52)
BAIIA ajusté	1 530	1 712	1 635	1 335	1 521	1 620	1 504	1 338
Déduire (ajouter) :								
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	638	627	614	609	564	558	545	544
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	(5)	-	(11)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	38	42	39	20	94	47	26	43
Charges financières	230	215	206	189	205	176	193	219
Autres charges (produits)	(12)	16	(1)	(13)	(26)	15	2	(23)
Bénéfice net avant la charge d'impôt sur le résultat	636	812	777	530	684	829	738	566
Charge d'impôt sur le résultat	168	219	186	139	182	235	200	141
Bénéfice net	468	593	591	391	502	594	538	425
Bénéfice par action								
De base	0,92 \$	1,16 \$	1,15 \$	0,76 \$	0,97 \$	1,15 \$	1,04 \$	0,83 \$
Dilué(e)	0,92 \$	1,14 \$	1,15 \$	0,76 \$	0,97 \$	1,15 \$	1,04 \$	0,80 \$
Bénéfice net	468	593	591	391	502	594	538	425
Ajouter (déduire) :								
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	38	42	39	20	94	47	26	43
Perte sur les dérivés liés aux contrats à terme sur obligations	-	-	-	-	21	-	-	-
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	19	-	-	-	-	-	-	28
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	(5)	-	(11)
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	(14)	(13)	(10)	(6)	(32)	(11)	(10)	(8)
Ajustement d'impôt sur le résultat, modification des lois fiscales	-	-	(23)	-	-	-	-	-
Résultat net ajusté ³	511	622	597	405	585	625	554	477
Résultat par action ajusté ³								
De base	1,00 \$	1,22 \$	1,17 \$	0,79 \$	1,14 \$	1,21 \$	1,08 \$	0,93 \$
Dilué	1,00 \$	1,19 \$	1,16 \$	0,78 \$	1,13 \$	1,21 \$	1,07 \$	0,90 \$
Dépenses d'investissement	791	657	742	617	828	700	657	605
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 166	1 305	1 057	998	1 051	1 304	1 048	885
Flux de trésorerie disponibles ^{3,4}	497	767	609	405	471	627	595	441

¹ Nous avons adopté l'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019. Nous n'avons pas retraité les chiffres des périodes précédentes. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques » pour obtenir un complément d'information.

² Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

³ Le BAIIA ajusté, le résultat net ajusté, le résultat par action de base ajusté et dilué ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

⁴ Les flux de trésorerie disponibles de 2018 ont été retraités. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir plus de précisions.

Informations supplémentaires

Roger Communications Inc.

États consolidés résumés intermédiaires du résultat net

(en millions de dollars, sauf les montants par action, non audité)

	Trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2019	2018	2019	2018
Produits	3 952	3 938	15 073	15 096
Charges opérationnelles				
Coûts opérationnels	2 422	2 417	8 861	9 113
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	638	564	2 488	2 211
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	–	–	–	(16)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	38	94	139	210
Charges financières	230	205	840	793
Autres produits	(12)	(26)	(10)	(32)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	636	684	2 755	2 817
Charge d'impôt sur le résultat	168	182	712	758
Bénéfice net de la période	468	502	2 043	2 059
Bénéfice par action				
De base	0,92 \$	0,97 \$	3,99 \$	4,00 \$
Dilué	0,92 \$	0,97 \$	3,97 \$	3,99 \$

Rogers Communications Inc.
États consolidés résumés intermédiaires de la situation financière

(en millions de dollars, non audité)

	Au 31 décembre 2019	Au 1 ^{er} janvier 2019 ^{1,2}	Au 31 décembre 2018 ²
Actifs			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	494	405	405
Débiteurs	2 304	2 236	2 236
Stocks	460	466	466
Partie courante des actifs sur contrat	1 234	1 052	1 052
Autres actifs courants	524	436	459
Partie courante des instruments dérivés	101	270	270
Total des actifs courants	5 117	4 865	4 888
Immobilisations corporelles	13 934	13 261	11 780
Immobilisations incorporelles	8 905	7 205	7 205
Placements	2 830	2 134	2 134
Instruments dérivés	1 478	1 339	1 339
Actifs sur contrat	557	535	535
Autres actifs à long terme	275	132	132
Goodwill	3 923	3 905	3 905
Total des actifs	37 019	33 376	31 918
Passifs et capitaux propres			
Passifs courants			
Emprunts à court terme	2 238	2 255	2 255
Créditeurs et charges à payer	3 033	2 997	3 052
Impôt sur le résultat à payer	48	177	177
Autres passifs courants	141	132	132
Passifs sur contrat	224	233	233
Partie courante de la dette à long terme	–	900	900
Partie courante des obligations locatives	230	190	–
Partie courante des instruments dérivés	50	87	87
Total des passifs courants	5 964	6 971	6 836
Provisions	36	35	35
Dette à long terme	15 967	13 390	13 390
Instruments dérivés	90	22	22
Obligations locatives	1 495	1 355	–
Autres passifs à long terme	614	546	546
Passifs d'impôt différé	3 437	2 901	2 910
Total des passifs	27 603	25 220	23 739
Capitaux propres	9 416	8 156	8 179
Total des passifs et des capitaux propres	37 019	33 376	31 918

¹ Par suite de l'adoption de l'IFRS 16 à compter du 1^{er} janvier 2019, nous avons présenté un état consolidé résumé de la situation financière à cette date. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques » pour obtenir un complément d'information.

² Nous avons reclassé un montant de 23 millions de dollars se rapportant aux créances liées au financement d'appareils, ce dernier étant passé du poste « Débiteurs » au poste « Autres actifs courants ».

Rogers Communications Inc.
Tableaux consolidés résumés intermédiaires des flux de trésorerie

(en millions de dollars, non audité)

	Trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2019	2018	2019	2018
Activités opérationnelles				
Bénéfice net de la période	468	502	2 043	2 059
Ajustements visant à rapprocher le bénéfice net et les entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles				
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	638	564	2 488	2 211
Amortissement des droits de diffusion	19	19	77	58
Charges financières	230	205	840	793
Charge d'impôt sur le résultat	168	182	712	758
Cotisations au titre des avantages postérieurs à l'emploi, déduction faite des charges	7	(6)	(75)	(44)
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	–	–	–	(16)
Variation nette des soldes des actifs sur contrat	(149)	(186)	(204)	(354)
Variation nette des soldes des créances liées au financement	(60)	–	(84)	–
Autres	(31)	18	46	33
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés	1 290	1 298	5 843	5 498
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	129	(42)	(138)	(114)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés	1 419	1 256	5 705	5 384
Impôt sur le résultat payé	(55)	(54)	(400)	(370)
Intérêts payés	(198)	(151)	(779)	(726)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 166	1 051	4 526	4 288
Activités d'investissement				
Dépenses d'investissement	(791)	(828)	(2 807)	(2 790)
Entrées de droits de diffusion	(31)	(26)	(60)	(54)
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	109	107	(35)	(125)
Acquisitions et autres transactions stratégiques, déduction faite de la trésorerie acquise	–	–	(1 731)	–
Autres	20	9	21	25
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(693)	(738)	(4 612)	(2 944)
Activités de financement				
Produit reçu sur les emprunts à court terme, montant net (Remboursements sur les) émissions de titres d'emprunt à long terme, montant net	553	256	30	508
Produit reçu (paiements versés) au règlement de dérivés liés à la dette et de contrats à terme, montant net	(92)	–	2 184	(823)
Paiements du principal des obligations locatives ¹	5	26	(121)	388
Coûts de transaction engagés	(43)	–	(167)	–
Rachat d'actions de catégorie B sans droit de vote	(28)	–	(61)	(18)
Rachat d'actions de catégorie B sans droit de vote	(361)	–	(655)	–
Dividendes payés	(256)	(247)	(1 016)	(988)
Autres	(19)	–	(19)	–
(Sorties) entrées de trésorerie liées aux activités de financement	(241)	35	175	(933)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	232	348	89	411
Trésorerie et équivalents de trésorerie (avances bancaires) à l'ouverture de la période	262	57	405	(6)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	494	405	494	405

¹ Nous avons adopté l'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019. Les chiffres comparatifs de 2018 n'ont pas été retraités. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations et méthodes comptables critiques » pour obtenir un complément d'information.

Placements

(en millions de dollars)	Au	Au
	31 décembre	31 décembre
	2019	2018
Placements		
Sociétés ouvertes	1 831	1 051
Sociétés fermées	107	145
Placements évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	1 938	1 196
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	892	938
Total des placements	2 830	2 134

Dettes à long terme

(en millions de dollars, sauf les taux d'intérêt)	Échéance	Principal	Taux d'intérêt	Au	Au
				31 décembre	31 décembre
				2019	2018
Billets de premier rang	2019	400	2,800 %	–	400
Billets de premier rang	2019	500	5,380 %	–	500
Billets de premier rang	2020	900	4,700 %	–	900
Billets de premier rang	2021	1 450	5,340 %	1 450	1 450
Billets de premier rang	2022	600	4,000 %	600	600
Billets de premier rang	2023	500 \$ US	3,000 %	649	682
Billets de premier rang	2023	850 \$ US	4,100 %	1 104	1 160
Billets de premier rang	2024	600	4,000 %	600	600
Billets de premier rang	2025	700 \$ US	3,625 %	909	955
Billets de premier rang	2026	500 \$ US	2,900 %	649	682
Billets de premier rang	2029	1 000	3,250 %	1 000	–
Débetures de premier rang ¹	2032	200 \$ US	8,750 %	260	273
Billets de premier rang	2038	350 \$ US	7,500 %	455	478
Billets de premier rang	2039	500	6,680 %	500	500
Billets de premier rang	2040	800	6,110 %	800	800
Billets de premier rang	2041	400	6,560 %	400	400
Billets de premier rang	2043	500 \$ US	4,500 %	649	682
Billets de premier rang	2043	650 \$ US	5,450 %	844	887
Billets de premier rang	2044	1 050 \$ US	5,000 %	1 364	1 433
Billets de premier rang	2048	750 \$ US	4,300 %	974	1 022
Billets de premier rang	2049	1 250 \$ US	4,350 %	1 624	–
Billets de premier rang	2049	1 000 \$ US	3,700 %	1 299	–
				16 130	14 404
Coûts de transaction différés et escomptes				(163)	(114)
Moins la partie courante				–	(900)
Total de la dette à long terme				15 967	13 390

¹ Correspond aux débetures de premier rang émises à l'origine par Rogers Cable Inc., qui constituent des obligations non garanties de RCI, et pour lesquelles RCCI était un garant ordinaire au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018.

À propos des énoncés prospectifs

Le présent communiqué contient des énoncés prospectifs et de l'information prospective, au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables (ensemble, les « énoncés prospectifs »), et des hypothèses concernant, notamment, les activités, les activités opérationnelles ainsi que la performance et la situation financières de la Société, qui ont été approuvées par la direction à la date du présent communiqué. Ces énoncés prospectifs et hypothèses comprennent, notamment, des énoncés sur les objectifs de la Société et ses stratégies pour les atteindre ainsi que des énoncés sur ses opinions, plans, attentes, prévisions, estimations ou intentions.

Les énoncés prospectifs :

- incluent habituellement des termes comme « prévoir », « supposer », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier », « projeter », « objectifs », « perspectives », « cibles » et d'autres expressions semblables et l'utilisation du futur et du conditionnel, mais tous ne contiennent pas nécessairement ces termes et expressions;
- comprennent les conclusions, prévisions et projections fondées sur nos objectifs et stratégies actuels ainsi que sur des estimations, attentes, hypothèses et autres facteurs, dont la plupart sont de nature confidentielle et exclusive, que nous avons jugés raisonnables au moment de leur formulation, mais qui pourraient se révéler incorrects;
- ont été approuvés par la direction de la Société à la date du présent communiqué.

Nos énoncés prospectifs comprennent des prévisions et des projections liées notamment aux éléments suivants, dont certains constituent des mesures non conformes aux PCGR (se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR ») :

- les produits;
- le total des produits tirés des services;
- le BAIIA ajusté;
- les dépenses d'investissement;
- les paiements d'impôt en trésorerie;
- les flux de trésorerie disponibles;
- les paiements de dividendes;
- la croissance des nouveaux produits et services;
- la croissance prévue du nombre d'abonnés et des services auxquels ils souscrivent;
- le coût d'acquisition et de fidélisation des abonnés et de déploiement de nouveaux services;
- les réductions de coûts et les gains en efficacité continue;
- les facteurs qui influent sur le ratio d'endettement;
- tous les autres énoncés qui ne relèvent pas de faits passés.

Les énoncés prospectifs figurant au présent document ou qui y sont intégrés comprennent, sans toutefois s'y limiter, les informations et énoncés figurant à la rubrique « Perspectives pour 2020 » ayant trait à nos objectifs consolidés pour 2020 en matière du total des produits tirés des services, de BAIIA ajusté, de dépenses d'investissement et de flux de trésorerie disponibles. Tous les autres énoncés qui ne relèvent pas de faits passés constituent des énoncés prospectifs.

Nos conclusions, prévisions et projections sont fondées notamment sur les facteurs suivants :

- les taux de croissance générale de l'économie et du secteur;
- les cours de change en vigueur et les taux d'intérêt;
- les niveaux de tarification des produits et l'intensité de la concurrence;
- la croissance du nombre d'abonnés;
- les prix et les taux d'utilisation et d'attrition;
- l'évolution de la réglementation gouvernementale;
- le déploiement de la technologie;
- la disponibilité des appareils;
- le calendrier de lancement des nouveaux produits;
- le coût du contenu et du matériel;
- l'intégration des acquisitions;
- la structure et la stabilité du secteur.

À moins d'indication contraire, le présent communiqué et les énoncés prospectifs de la Société ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle d'éléments non récurrents ou exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être envisagés ou annoncés ou qui pourraient survenir après la date des énoncés prospectifs figurant aux présentes.

Risques et incertitudes

Les événements et résultats réels pourraient différer sensiblement de ceux exprimés explicitement ou implicitement dans les énoncés prospectifs en raison des risques, incertitudes et autres facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et qui comprennent, sans toutefois s'y limiter :

- la modification de la réglementation;
- l'évolution technologique;
- la conjoncture économique;
- les variations imprévues des coûts de matériel ou de contenu;
- l'évolution de la conjoncture dans les secteurs du divertissement, de l'information et des communications;
- l'intégration des acquisitions;
- les litiges et les questions fiscales;
- l'intensité de la concurrence;
- l'émergence de nouvelles occasions d'affaires;
- les nouvelles normes comptables et les nouvelles interprétations des organismes de normalisation comptable.

Ces facteurs peuvent également avoir une incidence sur nos objectifs, nos stratégies et nos intentions. Un grand nombre de ces facteurs est indépendant de notre volonté ou de nos attentes ou connaissances actuelles. Par conséquent, si ces risques, incertitudes ou autres facteurs se concrétisaient, si les objectifs, stratégies ou intentions actuels de la Société changeaient ou si les autres facteurs ou hypothèses qui sous-tendent les énoncés prospectifs se révélaient incorrects, les résultats réels et nos plans pourraient différer considérablement des prévisions courantes.

Par conséquent, les investisseurs doivent faire preuve de prudence à l'égard des énoncés prospectifs et il serait déraisonnable de leur part de se fier indûment à ces énoncés en croyant qu'ils leur confèrent quelque droit établi que ce soit en ce qui concerne nos résultats ou plans futurs. La Société n'est nullement tenue (et rejette expressément une telle obligation) de mettre à jour ou de modifier les énoncés contenant des informations prospectives et les facteurs ou hypothèses sous-jacents à ces énoncés, que ce soit en raison de renseignements nouveaux, d'événements futurs ou autrement, sauf si la loi l'exige. Tous les énoncés prospectifs paraissant dans le présent communiqué sont assujettis à cette mise en garde.

Hypothèses clés sous-jacentes à nos fourchettes prévisionnelles pour 2020

Nos fourchettes prévisionnelles pour 2020 sont fondées sur de nombreuses hypothèses importantes, notamment les suivantes :

- la concurrence continuera de s'intensifier dans tous les secteurs dans lesquels nous exerçons nos activités;
- une tranche importante de nos dépenses de 2020 libellées en dollars américains est couverte à un taux de change moyen de 1,30 \$/1 \$ US;
- les taux d'intérêt clés resteront relativement stables pendant tout l'exercice 2020;
- aucun nouveau développement important au chapitre de la réglementation ou de la législation ni aucun changement majeur de la conjoncture ou d'ordre macroéconomique dans l'environnement concurrentiel n'aura de répercussion sur nos activités. Nous soulignons que les décisions des organismes de réglementation rendues en 2020 pourraient modifier considérablement nos hypothèses sous-jacentes concernant les résultats de Sans-fil, de Cable et de Media pour 2020, ainsi que pour les exercices futurs. Ces conséquences sont pour le moment inconnues et ne sont pas prises en considération dans nos objectifs;
- plus précisément, le maintien des tarifs provisoires, tels qu'ils ont été établis en mars 2016, imposés aux revendeurs de services d'accès Internet haute vitesse;
- les clients de Sans-fil continueront d'acquérir des téléphones intelligents à valeur élevée ou de mettre leurs téléphones à niveau, au même rythme en 2020 qu'en 2019;

- une tendance générale sur le marché en faveur de forfaits de données illimitées et de services de financement d'appareils sans fil;
- une diminution des produits tirés des frais d'utilisation excédentaire, particulièrement au cours du premier semestre de 2020, à cause des forfaits Infini de Rogers lancés au cours du deuxième trimestre de 2019;
- la pénétration globale du marché sans fil au Canada croîtra en 2020 au même rythme qu'en 2019;
- la part de marché relative que possèdent nos secteurs Sans-fil et Cable ne devrait pas subir d'incidence défavorable dans un contexte concurrentiel changeant, ou dans le cas d'une évolution accélérée de la consommation par la clientèle de contenus vidéo ou de données;
- la croissance du nombre d'abonnés aux services sans fil et aux services d'accès Internet se poursuivra; le nombre d'abonnés aux services de télévision demeurera stable pour ensuite diminuer, tout en tenant compte de la migration des abonnés de nos anciens produits télévisuels aux produits télévisuels de Télé Élan, et le nombre d'abonnés aux services de téléphonie diminuera;
- la croissance des actifs liés aux sports et la décroissance de certaines activités traditionnelles se poursuivront dans le secteur Media;
- en ce qui concerne l'accroissement des dépenses d'investissement :
 - nous continuons d'investir de façon suffisante pour assurer que nos réseaux sans fil et de câbles demeurent concurrentiels i) en mettant sur pied un réseau sans fil de 5G et ii) en mettant à niveau notre réseau de fibre coaxiale hybride afin de diminuer le nombre de foyers branchés par nœud, d'utiliser les dernières technologies et de fournir une expérience client encore plus fiable;
 - nous continuons d'engager des dépenses relativement à notre plan d'action visant le service résidentiel branché en 2020.

Avant de prendre une décision d'investissement

Avant de prendre toute décision d'investissement et pour une analyse détaillée des risques, des incertitudes et du contexte liés aux activités de la Société, il y a lieu de revoir attentivement les rubriques « Réglementation de notre secteur » et « Gouvernance et gestion des risques » de notre rapport de gestion annuel de 2018, de même que les divers documents que nous avons déposés auprès des autorités de réglementation canadiennes et américaines, disponibles respectivement sur les sites Web sedar.com et sec.gov. L'information obtenue sur le site Web de la Société ou liée à celui-ci ne fait pas partie du présent communiqué et n'y est pas intégrée.

###